



Sporting Chance Forum

2017 Rapport de réunion

30 novembre & 1 décembre 2017
Genève, Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

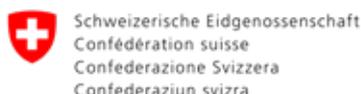


Sporting Chance Forum 2017 Rapport de réunion

30 novembre & 1 décembre 2017
Genève, Suisse

À propos du Sporting Chance Forum

Le deuxième Sporting Chance Forum annuel s'est tenu à Genève, en Suisse, du 30 novembre au 1 décembre 2017. Organisé par le Département fédéral suisse des affaires étrangères, l'Institut des droits de l'homme et des affaires (IHRB ou Institute for Human Rights and Business en anglais) et la plateforme Mega-Sporting Events pour les droits de l'homme (Plateforme MSE), le Forum a réuni plus de 175 représentants de nombreux groupes des différentes parties prenantes. Les participants se sont réunis pour explorer les opportunités et les risques en matière de droits de l'homme liés aux méga-événements sportifs (MSE) et au sport en général; et pour évaluer les progrès réalisés et les défis restants depuis le premier Sporting Chance Forum qui a eu lieu en octobre 2016.



La Plateforme Mega-Sporting Events pour les droits de l'homme

La Plateforme Mega-Sporting Events pour les droits de l'homme (Plateforme MSE) est une coalition multipartite émergente d'organisations internationales et intergouvernementales, de gouvernements, d'instances dirigeantes sportives, d'athlètes, de syndicats, d'employeurs, de sponsors, de radiodiffuseurs et de groupes de la société civile.

La Plateforme MSE sera officiellement transformée un Centre pour le sport et les droits de l'homme, qui sera lancé en juin 2018.

Auteurs: Ce rapport a été coordonné par l'IHRB et préparé par Lucy Amis (Chercheur IHRB), en collaboration avec Gigi Alford (World Players Association) et avec le soutien de Daniela Heerdt (Faculté de droit de Tilburg) et Anja Gaceri Wanjohi (SOAS, Université de Londres).

Citer comme: Institute for Human Rights and Business, "2017 Sporting Chance Forum: Meeting Report" (March 2018).

Copyright: © Institute for Human Rights and Business (IHRB), Mars 2018. Publié par l'IHRB. Tous droits réservés. L'IHRB autorise la reproduction gratuite d'extraits de cette publication à condition d'être dûment citée.

Contents

Discours d'ouverture	4
Faire progresser les droits des femmes par le sport	10
Discours en plénière	14
Sessions parallèles des acteurs hôtes	17
Session parallèle des sponsors	20
Session parallèle sur les diffuseurs	23
Session parallèle sur le sport, le développement et la paix	25
Répondre aux besoins des groupes affectés	27
La nature du défi	31
Point de vue de l'organisme de gouvernance	34
La perspective de l'hôte	37
Le travail à venir: un organisme permanent d'action collective	40
Agenda	44
Participants List	48



1

Discours d'ouverture

Dans leurs discours d'ouverture, **Pascale Baeriswyl** (Secrétaire d'État aux affaires étrangères, Gouvernement de la Suisse) et **Mary Robinson** (Présidente de la Plateforme MSE) ont évoqué le pouvoir unique du sport. Le meilleur du sport permet de rassembler les gens et les méga-événements sportifs peuvent offrir des avantages économiques et sociaux significatifs. Cependant, les droits de l'homme ont été et sont encore enfreints dans le monde du sport, menaçant par là même la légitimité du sport. Le plein potentiel des manifestations sportives pour promouvoir les droits de l'homme fait également défaut. Une réponse à la fois efficace et durable est nécessaire.

“ Grâce à des efforts de collaboration et à un organisme indépendant qui implique l'ensemble des intervenants dans son travail, nous croyons pouvoir apporter des contributions durables qui renforcent les capacités, partagent les connaissances et aident à renforcer les mécanismes de transparence et de responsabilité à tous les niveaux du sport.

Mary Robinson

Des progrès impressionnants ont été réalisés en 2017 grâce au leadership collectif et aux initiatives individuelles. Les organismes sportifs comme la Fédération Internationale de Football Association (FIFA)¹ et la Fédération des Jeux du Commonwealth (CGF)² ont adopté des politiques et des pratiques en matière de droits de l'homme conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et du travail en vigueur,

1 Voir également, FIFA « FIFA publishes guide to bidding process for the 2026 FIFA World Cup » (7 nov. 2017) à : <http://www.fifa.com/about-fifa/news/y=2017/m=10/news=fifa-publishes-guide-to-bidding-process-for-the-2026-fifa-world-cuptm-2916170.html>

2 Voir également, Commonwealth Games Federation « Transformation 2022 Strategy - A Human Rights Commitment » (5 oct. 2017) à : <https://www.thecgf.com/about/CGF-Human-Rights-Policy-Statement-17-10-05.pdf>



notamment les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, qui sont de plus en plus adoptés par l'ensemble des acteurs dans le milieu du sport.

Fin 2017, tous les membres de l'organisation sportive de la Plateforme MSE - la CGF, la FIFA,³ le CIO⁴ et l'UEFA⁵ – avaient incorporé des dispositions relatives aux droits de l'homme dans leurs futures offres d'événements et documents d'accueil,⁶ et fait état de diverses mesures visant à intégrer les droits de l'homme dans leurs événements déjà attribués.⁷

Les réalisations historiques ne doivent pas se limiter aux organismes sportifs. **Zeid Ra'ad Al Hussein** (Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme) a affirmé dans son discours aux participants au Forum que les manifestations sportives et les méga-événements sportifs doivent être fondés sur la dignité humaine et les droits de l'homme. Il a souligné le partenariat que le Comité International Olympique (CIO) a noué avec son bureau (HCDH), et les mesures prises ces dernières années pour garantir le respect des droits de l'homme par les gouvernements hôtes, notamment en travaillant, par exemple, avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour assurer le versement des salaires impayés à des centaines de travailleurs en Russie ayant participé à la construction des infrastructures olympiques.

Guy Ryder (Directeur général, Organisation internationale du Travail) a rappelé l'importance de l'accord formel de l'OIT avec le gouvernement du Qatar qui se prépare à accueillir la Coupe du monde 2022, portant sur un programme commun

3 Voir également, FIFA « FIFA publishes guide to bidding process for the 2026 FIFA World Cup » (7 nov. 2017) à : <http://www.fifa.com/about-fifa/news/y=2017/m=10/news=fifa-publishes-guide-to-bidding-process-for-the-2026-fifa-world-cuptm-2916170.html>

4 Voir également, CIO « IOC Strengthens Its Stance In Favour Of Human Rights And Against Corruption In New Host City Contract » (28 fév. 2017) à : <https://www.olympic.org/news/ioc-strengthens-its-stance-in-favour-of-human-rights-and-against-corruption-in-new-host-city-contract>

5 Voir également, UEFA, « Germany and Turkey receive bid requirements for hosting UEFA EURO 2024 » (1 mai 2017) à : <https://www.uefa.com/insideuefa/mediaservices/newsid=2463164.html#/>

6 À partir de 2022 pour la CGF, 2024 pour le CIO et l'UEFA, et 2026 pour la FIFA.

7 De Gold Coast 2018 (CGF), Russie 2018 (FIFA), Pyeongchang 2018, Tokyo 2020, et Beijing 2022 (CIO), et l'Euro 2020 (UEFA).



visant à améliorer le respect des normes internationales du travail,⁸ et avec le Comité d'organisation de Tokyo 2020 pour assurer l'application de normes du travail décentes. Le mouvement syndical mondial a également été très actif. L'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), par exemple, réalise des projets d'installations sportives au Qatar,⁹ en Russie,¹⁰ et en Corée du Sud.¹¹ La World Players Association est en train de préparer une Déclaration universelle des droits des joueurs.¹² Les organisations de défense des droits de l'homme ont également obtenu des résultats tangibles, notamment en aidant à faire augmenter le nombre de femmes du Moyen-Orient autorisées à participer à certains sports.¹³

De nouvelles voix se sont jointes à la Plateforme MSE en 2017 pour renforcer sa portée internationale et sa diversité, notamment les gouvernements allemand et britannique, le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2020 à Tokyo et des organismes intergouvernementaux comme l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'UNESCO et le Commonwealth Secretariat. Il existe un besoin reconnu d' enrôler davantage d'organismes sportifs et d'accroître la représentation régionale et mondiale du Sud dans les travaux de la plate-forme et le futur Centre.

Tous le monde a un rôle à jouer dans la protection et le respect des droits de l'homme. Les États ont l'obligation primaire de respecter, de protéger et de réaliser les droits des peuples. Pourtant, les organismes sportifs et autres acteurs commerciaux liés au

8 Voir également, OIT « ILO Governing Body welcomes Qatar's commitment to bolster migrant worker rights » (8 nov. 2017) à : http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_592473/lang-en/index.htm

9 Voir également, FIFA « Supreme Committee for Delivery & Legacy and BWI sign MoU for joint inspections on Qatar 2022 Stadiums » (25 nov. 2017) à : <http://www.fifa.com/worldcup/news/y=2016/m=11/news=supreme-committee-for-delivery-legacy-and-bwi-sign-mou-for-joint-inspe-2850955.html>

10 Voir également, IBB « Russia: BWI and RBWU sign cooperation agreement with FIFA for Russia 2018 » (date inconnue) à : <https://www.bwint.org/cms/russia-bwi-and-rbwu-sign-cooperation-agreement-with-fifa-for-russia-2018-419>

11 Voir également, IBB « BWI General Secretary Raises Concerns about 2018 PyeongChang Games » (Sep. 2017) à : <https://www.bwint.org/cms/news-72/bwi-general-secretary-raises-concerns-about-2018-pyeongchang-games-807>

12 Voir également, UNI Global Union « World Players Association launches Universal Declaration of Player Rights » (14 déc. 2017) à : <http://www.uniglobalunion.org/news/world-players-association-launches-universal-declaration-player-rights>

13 Voir par exemple, Human Rights Watch « Saudi Arabia: State Schools to Allow Girls' Sports » (13 juillet 2017) à : <https://www.hrw.org/news/2017/07/13/saudi-arabia-state-schools-allow-girls-sports>

monde du sport ont un rôle complémentaire à jouer. Ils ont la responsabilité d'éviter de porter atteinte aux droits des travailleurs, des communautés, des supporters, des enfants, des journalistes, des athlètes et autres; et de faire face aux impacts négatifs dans lesquels ils sont impliqués. Les deux principes de la neutralité politique et de l'autonomie du sport demeurent, mais comme l'a affirmé **Thomas Bach** (Président du Comité International Olympique) dans son discours, avec l'autonomie vient la responsabilité, et dans le monde du sport cela signifie assurer une bonne gouvernance, respecter les normes internationales et diriger par l'exemple.¹⁴

“

Dans notre domaine de responsabilité, nous défendons la promotion et le respect des droits de l'homme. C'est notre engagement. Cela reflète les valeurs que nous défendons. C'est ce que les athlètes olympiques démontrent au monde. C'est pourquoi les Jeux Olympiques démontrent que nos valeurs d'humanité partagées sont plus fortes que toutes les forces qui veulent nous diviser.

Thomas Bach

Principaux points à retenir

- **Intégrer les droits de l'homme dans le sport est un marathon, et non un sprint.** Lorsque nous pensons à l'avenir, il est important de réfléchir à la manière dont les approches collectives ont permis à tous les acteurs impliqués de fournir beaucoup plus que ce qui aurait pu être réalisé par de simples efforts individuels. Pourtant, il reste encore beaucoup de travail à faire.



¹⁴ Voir également, CIO « The IOC Committed To Collective And Proactive Action On Human Rights Protection » (20 nov. 2017) à : <https://www.olympic.org/news/the-ioc-committed-to-collective-and-proactive-action-on-human-rights-protection>



- **Il est nécessaire d'avoir une approche centrée sur la personne.** Les droits et le bien-être des personnes touchées par les méga-événements sportifs et le sport doivent être au centre des préoccupations de l'ensemble des acteurs du sport. Les communautés locales et les petites entreprises, les travailleurs et les bénévoles, les athlètes, les fans et les journalistes et les groupes vulnérables; incluant les femmes, les enfants et la communauté LGBTI, ont tous le droit d'être consultés et de participer aux décisions qui affectent leur vie. Ces groupes devraient être consultés en premier dans la planification de l'événement et avoir accès à des recours efficaces si les plans venaient à déraiser.
- **L'ensemble des acteurs devraient s'unifier autour d'une déclaration claire d'un objectif commun** si le monde du sport espère pouvoir s'appuyer sur l'action collective menée à ce jour par la Plateforme MSE et si une structure plus intégrée et permanente doit réussir sur le long terme. Les Principes du Chance Sporting, auxquels l'ensemble des membres de la Plateforme MSE adhèrent, fournissent cette base.¹⁵



15 Plateforme MSE, « Sporting Chance Principles » (2016), à : <https://www.ihrb.org/megasportingevents/sporting-chance-principles>

- **Un Centre permanent pour le sport et les droits de l'homme est nécessaire.** Les orateurs ont unanimement soutenu la proposition de la Plateforme MSE de créer en 2018 un Centre permanent pour le sport et les droits de l'homme qui vise à promouvoir l'apprentissage et la responsabilité dans le monde du sport.¹⁶ Pour atteindre cet objectif commun, des processus de gouvernance doivent être mis en place pour permettre au Centre de traiter les questions complexes en matière de droits de l'homme et de droits du travail non seulement pour le cycle de vie de la MPE, mais aussi plus largement dans le domaine du sport.



¹⁶ Plateforme MSE, « Diverse Coalition Commits to Establishing Centre for Sport & Human Rights in 2018 » (30 nov. 2017) à : <https://www.ihrb.org/megasportingevents/mse-news/coalition-commitment-centre-sport-human-rights-2018>



Faire progresser les droits des femmes par le sport

2

Le droit de participer à une activité physique, à un sport professionnel ou même de regarder un sport d'élite est toujours interdit aux femmes dans un certain nombre de pays. Lorsque les femmes peuvent pratiquer un sport librement, il reste malgré tout des obstacles au succès. Les femmes musulmanes qui exercent le droit d'observer leurs croyances religieuses en portant des foulards ou des couvre-maillots appropriés du point de vue sportif ont été empêchées de concourir aux plus hauts niveaux pour avoir exercé leurs libertés religieuses.

Les sportives professionnelles s'affrontent souvent dans des conditions moins équitables que les hommes, par exemple en jouant sur des terrains ou dans des installations de qualité moindre. Même lorsque les chiffres en matière d'audience sont globalement comparables à ceux des hommes, la couverture médiatique est souvent réduite et moins d'opportunités de parrainage et autres sont ouvertes aux athlètes féminines d'élite. Dans de nombreux sports, les femmes continuent de percevoir une fraction du salaire de leurs homologues masculins. Présidée par **Minky Worden** (Directrice des Initiatives mondiales, Human Rights Watch), cette session n'a laissé aucun doute sur l'ampleur du défi et a permis de définir des attentes claires pour tous les acteurs représentés dans le panel.

Raha Moharrak, la première femme d'Arabie saoudite à avoir gravi l'Everest, a évoqué les obstacles auxquels les femmes saoudiennes font face pour participer à une activité physique et au sport, ainsi que les conséquences sur la santé des femmes saoudiennes. Il y a un réel besoin de plus d'exemples féminins. Mme Moharrak travaille à la sensibilisation tant à l'étranger que localement, y compris dans les écoles saoudiennes, à la nécessité pour tous de faire du sport et d'aider d'autres femmes à réaliser ce qu'elle n'a pas pu faire, y compris le rêve d'être le premier saoudien à remporter une médaille d'or olympique.



Une iranienne fan de sport et militante de longue date contre l'interdiction des stades, présentée en tant que "Sara", a parlé des défis auxquels sont confrontées les femmes fans de sport en Iran. Leur expérience diffère, par exemple, de celle des autres femmes de la région qui peuvent assister à des matchs, comme en Arabie saoudite, en Syrie et en Irak. Les femmes et les filles iraniennes ne peuvent pas acheter de billets pour des matchs de football, se rendre dans des stades de football ou, depuis 2014, participer à des matchs de basketball et de volleyball comme elles pouvaient le faire auparavant. L'interdiction a conduit à des manifestations en Iran en dehors des stades de football, au positionnement de forces de police anti-émeute en dehors des stades de volleyball, et aux manifestantes de risquer d'avoir à faire face à une peine de prison. « Sara » et d'autres défenseurs des droits de l'homme ont exhorté les instances dirigeantes du sport, dont la FIFA (football), la FIVB (volleyball) et la FIBA (basketball), et d'autres personnes influentes dans le monde du sport à utiliser leur influence auprès des autorités iraniennes pour appuyer leur cause, soulignant ainsi la possible fenêtre d'opportunité offerte par la participation de l'Iran à la Coupe du Monde FIFA 2018 masculine.

Kathryn Gill (ancienne capitaine de l'équipe nationale australienne de football) a évoqué son évolution de meilleure buteuse d'Australie pour devenir une militante des droits des joueurs. La nécessité pour elle de prendre position est devenue évidente lorsqu'elle a réalisé que les footballeuses australiennes n'étaient pas traitées comme des professionnelles. Diriger l'équipe de football féminin australienne dans son combat pour obtenir de meilleurs salaires et conditions, et travailler avec la Players Association en Australie, a abouti à la mise en oeuvre d'une convention collective avec la Fédération australienne de football.¹⁷ Un mouvement mondial impliquant d'autres équipes nationales dans la lutte pour l'égalité de traitement et l'équité salariale est en train de se mettre en place.

17 Voir également, Fox Sports "W-League season draw, collective bargaining agreement: FFA, PFA announce new CBA" (11 Sep 2017) at: <https://www.foxsports.com.au/football/matildas/wleague-season-draw-collective-bargaining-agreement-ffa-pfa-announce-new-cba/news-story/4e2586c-771d02320a850c93c6b6adcad>



Bilqis Abdul-Qaadir, une joueuse de basket-ball américaine de haut niveau, a parlé des changements qui ont eu lieu dans sa vie et dans son sport depuis qu'elle a attiré l'attention à l'édition 2016 du Sporting Chance Forum¹⁸ sur une exclusion imposée par la FIBA aux femmes portant le hijab. L'interdiction du port du hijab de la FIBA a été annulée en mai 2017 après qu'Athlete Ally, la World Players Association et d'autres membres de la Plateforme MSE aient soutenu son cas.¹⁹ Malgré cette annulation de l'interdiction, pour des athlètes comme Mme Abdul-Qaadir, il peut y avoir des conséquences durables car il est encore incertain qu'elle puisse réaliser son rêve de jouer au basketball professionnel après les années de retard en attente de l'annulation de cette règle. Pourtant, en tant qu'activiste, Mme Abdul-Qaadir a créé une académie visant à enseigner aux filles musulmanes à jouer au basketball et à faire tomber les barrières sociales.

Principaux points à retenir

- **Défier les stéréotypes et les normes ne peut être réalisé par les femmes seules.** Peu importe la motivation des femmes à jouer ou regarder un sport, elles ont besoin de soutien, que ce soit des familles loyales, des modèles qui peuvent montrer l'exemple, des efforts de lobbying des défenseurs des droits de l'homme et des associations de joueurs ou des membres du public par le biais des réseaux sociaux et la signature de pétitions pour aider à renverser les injustices.

18 Voir également, MSE Platform "The Sporting Chance Forum - Collective Action on Mega-Sporting Events and Human Rights" (14 Dec 2016) at: <https://www.ihrb.org/focus-areas/mega-sporting-events/sporting-chance-forum-collective-action-mega-sporting-events-human-rights>

19 Voir également, Athlete Ally, « Athlete Ally and Shirzanan Demand FIBA Overturn its Hijab Ban » (1 mai 2017) à : <https://www.athleteally.org/fibahijab/>

- **Le leadership des instances dirigeantes du sport et des fédérations sportives est impératif** pour gérer les questions d'égalité des genres dans le sport. La plupart des organisations sportives internationales interdisent la discrimination et plusieurs se sont engagées publiquement à atteindre l'égalité des genres dans le sport. Le CIO, par exemple, a incité plusieurs pays à envoyer plus d'athlètes féminines et à multiplier les occasions pour les femmes et les filles de participer dans les écoles et dans les sports de masse. La CGF a fixé des objectifs d'avoir un nombre égal d'officiels techniques masculins et féminins lors de ses événements futurs. Les organismes sportifs peuvent s'appuyer sur ces efforts pour lutter contre les inégalités salariales, faire pression pour que cessent les interdictions d'accès aux stades pour les fans féminines, éliminer les contraintes sur les femmes journalistes couvrant les événements sportifs et augmenter le nombre de femmes dans les postes d'entraîneurs, d'arbitres et dans des postes de direction dans l'administration du sport (voir aussi la section Plénière : Organes directeurs, ci-dessous).
- **Les grands sponsors sportifs et les diffuseurs ont des rôles clés à jouer.** Le fait que Nike ait sorti son premier hijab de sport juste au moment où la FIBA envisageait de renverser son interdiction pourrait avoir influencé la décision finale d'annuler l'interdiction. Le sponsoring et la couverture médiatique du sport féminin sont en hausse. Les principaux sponsors et diffuseurs internationaux de la Plateforme MSE s'engagent à respecter les Principes directeurs des Nations Unies, visant à promouvoir les bonnes pratiques en matière de droits de l'homme parmi leurs pairs et à user d'influence auprès de ceux avec qui ils entretiennent des relations commerciales dans le domaine du sport.
- **Nous devons prendre en compte les impératifs à long et à court terme pour faire avancer les droits des femmes dans le sport.** Les impératifs à court terme consistent à aider les athlètes, les militants et les partisans à renverser les injustices actuelles. Les impératifs à long terme, et la tâche du centre proposé, est de parvenir à un changement systémique.





3

Discours en plénière

Dans un monde instable, le rôle du sport et les leçons qu'il enseigne aux jeunes sont importants. Les futurs leaders qui intègrent des leçons apprises du sport et les valeurs qu'il inculque peuvent aider à créer un monde meilleur, plus prospère et pacifique.

Adolf Ogi (ancien président de la Suisse et ancien conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies, Sport for Development & Peace) a souligné que l'ONU devait continuer à jouer un rôle clé dans le sport. L'ONU ne marque pas de buts ni ne bat des records, mais elle construit des ponts entre les communautés, elle se bat pour les droits de l'homme et l'autonomisation des femmes et des jeunes, elle lutte contre la faim et la pauvreté et préconise la paix. L'ONU peut tirer parti du pouvoir du sport pour faire le bien. M. Ogi a exhorté à reconsidérer la décision de fermer le Bureau pour le sport au service du développement et de la paix des Nations Unies en 2017, soulignant l'importance de préserver l'indépendance du mouvement Sport pour le développement et la paix (SDP) et la nécessité de lier ces discussions avec celles sur les droits de l'homme.

Hassan Al Thawadi (Secrétaire général, Supreme Committee for Delivery & Legacy (Comité suprême pour la mise en œuvre et l'héritage), Qatar 2022) a évoqué la décision du Qatar d'accueillir la Coupe du monde 2022 comme étant en partie motivée par une vision de catalyseur du changement social dans son pays et dans la région. La mise en œuvre de la Charte du bien-être des travailleurs (2012) du Comité suprême a été un jalon important, exigeant que tous les entrepreneurs travaillant sur des projets de stade respectent les droits de l'homme et les normes en matière de travail. Les efforts déployés par le Qatar pour lutter pour la protection des travailleurs et l'application de la législation du travail ont été considérablement renforcés par des actions collectives et la coopération internationale. En guise d'exemples nous pouvons noter l'accord d'inspection conjointe avec l'IBB²⁰, et un accord de coopération technique conclu entre

20 Voir également, ILO « ILO Governing Body welcomes Qatar's commitment to bolster migrant worker rights » (8 nov. 2017) à : http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_592473/



le Qatar et l’OIT en octobre 2017, qui devrait notamment conduire à un nouveau niveau de salaire minimum et au remplacement du système kafala par un système de visas basé sur les contrats de travail.²¹

Le Qatar est conscient que l’attention internationale est braquée sur ses efforts et reconnaît qu’il doit tenir ses promesses. M. Al Thawadi a déclaré que le Qatar est ouvert aux examens et au dialogue avec les défenseurs des droits de l’homme. Il a indiqué que le Comité suprême travaille avec les parties prenantes nationales, y compris celles qui supervisent les grands projets d’infrastructure. Le Comité suprême soutient et se considère comme un futur partenaire du Centre pour le sport et les droits de l’homme. Il souhaite partager ses enseignements et montrer comment l’action multipartite peut conduire à des réformes et offrir un héritage positif.

“ *Contrairement à l’opinion populaire, nous ne nous sommes pas réveillés un jour, avons lu un article dans un journal et nous sommes rendu compte que nous avons à faire face à un problème. Protéger le bien-être de nos travailleurs était au premier plan dans nos efforts de planification, et ce depuis le tout début.*

Hassan Al Thawadi

Au Royaume-Uni, une initiative est en cours pour créer un groupe parlementaire multipartite dans les deux chambres du Parlement, avec pour objectif de travailler avec le Centre pour le sport et les droits de l’homme. Le but de ce groupe, soutenu par **la baronne Lola Young de Hornsey** est notamment de renforcer la législation et de faire en sorte que les clubs de football et autres acteurs importants du sport assument leurs responsabilités en matière de droits de l’homme dans leurs chaînes d’approvisionnement en matière d’articles de sport et marchandises; responsabilité qui pour l’instant, a souvent été sous-traitée, ainsi que le processus de fabrication de ces produits.

Bakary Bamba Junior (Conseiller pour la paix, Sécurité et droits de l’homme, Organisation internationale de la Francophonie) a souligné que les gouvernements et

lang--en/index.htm

21 Voir également, FIFA « Supreme Committee for Delivery & Legacy and BWI sign MoU for joint inspections on Qatar 2022 Stadiums » (25 nov. 2017) à : <http://www.fifa.com/worldcup/news/y=2016/m=11/news=supreme-committee-for-delivery-legacy-and-bwi-sign-mou-for-joint-inspe-2850955.html>

les parties prenantes de l'ensemble des continents doivent s'engager dans des efforts visant à promouvoir les droits de l'homme dans le sport. Le travail ne peut pas être confié à une poignée de gouvernements ou d'organisations du Nord. Il est important de promouvoir la diversité linguistique et de s'engager, par exemple, par le biais des Jeux francophones et avec les différents organismes sportifs dans les pays en développement.

Principaux points à retenir

- **Les méga-événements sportifs sont d'énormes entreprises mondiales.** Comme pour d'autres secteurs d'activité tels que l'industrie de la mode; le sport doit prendre la responsabilité de mettre en place des systèmes visant à protéger les travailleurs et à respecter les droits des personnes.
- **Le sport a beaucoup à apporter à la société et ne peut permettre que ses effets positifs soient entachés de mauvaises pratiques.** Les efforts visant à aligner les sphères du SDP, de l'intégrité et des droits de l'homme sont importants, mais ils doivent également préserver leur caractère distinctif, leur indépendance et leur impartialité.
- **La transparence et la communication doivent être inébranlables.** Les comités d'organisation, les organismes sportifs et autres devraient divulguer les efforts déployés pour identifier, prévenir et atténuer les violations des droits de l'homme, et traquer les cas de traite des êtres humains dans les chaînes d'approvisionnement et les opérations plus importantes. Ils doivent également être ouverts aux examens et partager leurs conclusions afin que les erreurs puissent être apprises et que les efforts futurs soient améliorés.
- **Les actions collectives doivent être véritablement à portée mondiale.** Chaque intervenant a apporté son soutien au projet du Centre pour le sport et les droits de l'homme et a proposé de partager l'apprentissage, tout en soulignant la nécessité de faire du Centre un organe véritablement mondial, multilingue et inclusif. Les principes du Sporting Chance offrent une base solide pour aller de l'avant.²²



22 Plateforme MSE, « Sporting Chance Principles » (2016), à : <https://www.ihrb.org/megasportingevents/sporting-chance-principles>



Sessions parallèles des acteurs hôtes

4

Même dans le meilleur des cas où à la fois l'organisme sportif et le gouvernement qui accueillent un MSE s'engagent à faire des droits de l'homme un élément central de l'événement, l'un des grands défis présent demeure le manque de capacités et de savoir-faire, notamment sur la mise en oeuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Le groupe de travail des acteurs de la Plateforme MSE, présidé par **Sandra Lendenmann Winterberg** (Chef du Bureau des politiques des droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères) et **Ambet Yuson** (Secrétaire général, Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois), a conçu une ressource en ligne pour apporter son soutien. Cette séance, animée par Mme Lendenmann Winterberg incluait **Kathryn Dovey** (Directeur de National Contact Point Coordination, OCDE), **Lucy Amis** (Spécialiste en sport et droits de l'homme, UNICEF) et **David Russell** (Directeur général, Commission nationale d'Irlande du Nord sur les Droits de l'homme).

Principaux points à retenir

- **L'accès à une expertise de qualité est essentiel.** Les organismes sportifs et les comités d'organisation sont compétents pour organiser des événements sportifs de haut niveau, certains sont familiarisés avec la durabilité environnementale, mais peu connaissent les droits de l'homme ou les Principes directeurs des Nations Unies. Inversement, les experts des droits de l'homme sont souvent peu au fait des aspects



techniques ou commerciaux de l'industrie du sport ou du fonctionnement de grands événements, et ne sont pas tous familiers avec les Principes directeurs des Nations Unies. La qualité de l'assistance technique fournie par les membres de la Plateforme MSE et le futur Centre pour le sport et les droits de l'homme devraient contribuer à combler cette lacune. Les institutions nationales indépendantes des droits de l'homme offrent un autre canal potentiel d'expertise et de soutien. Elles sont au fait des problématiques locales et sont familiarisées avec les parties prenantes nationales. Les organismes académiques comme les universités peuvent également aider.

- **Les méga-événements et les manifestations sportives de taille moyenne sont souvent soumis à des contraintes et des limitations en matière de temps et de budgets** (par exemple, des jeux mondiaux multisports pour les jeunes ou les championnats du monde de sport individuel). Les systèmes de transfert des connaissances en matière de gestion et la diffusion des enseignements sur les droits de l'homme bénéficient souvent de peu de ressources, de sorte que les bonnes pratiques émergentes et les connaissances des professionnels experts sur la façon de corriger les erreurs risquent de se perdre. Les organismes sportifs et le futur Centre devraient combler cette lacune et devraient permettre de promouvoir et favoriser l'apprentissage des droits de l'homme et le transfert des connaissances.
- **Le recours peut être un catalyseur du dialogue.** L'accès à un recours est l'un des trois piliers des Principes directeurs des Nations Unies, et des critères d'efficacité doivent être remplis pour que le recours fonctionne, comme la légitimité et l'accessibilité. Dans le contexte des MSE, les voies de recours pour les victimes sont rares, et lorsqu'elles existent, elles sont souvent mal communiquées. Il existe plusieurs voies à suivre: une solution ne convient pas à tous les cas de figure. Les Principes directeurs de l'OCDE sur les entreprises multinationales et son système de points de contact nationaux opèrent dans de nombreux pays et servent de médiateurs dans les différends opposant des victimes et les entreprises volontaires. Plusieurs affaires ont été traitées et résolues dans le domaine du sport

et portant sur les droits de l'homme.²³ Les INDH reçoivent également des plaintes et proposent des mesures correctives. Le Centre proposé devrait effectuer une cartographie complète de ces canaux et pourrait détailler les canaux existants pour les victimes ou renforcer les capacités locales. Par exemple, la Plateforme MSE propose actuellement d'aider le comité d'organisation des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 avec son mécanisme de gestion des réclamations.²⁴



23 Voir également, OECD, Database of specific instances (accédée Mars 2018) à : <http://mneguidelines.oecd.org/database/>

24 Voir également, Plateforme MSE, « Consultation on Grievance Mechanism for Tokyo 2020 Olympic Games » (15 nov. 2017) à : <https://www.ihrb.org/news-events/news-events/consultation-grievance-mechanism-tokyo-2020>



Session parallèle des sponsors

5

Pour de nombreux sponsors sportifs et de nombreux licenciés, la mise en œuvre d'une diligence raisonnable en matière des droits de l'homme conformément aux Principes directeurs des Nations Unies n'est pas une activité habituelle. Les sociétés qui sponsorisent la Plateforme MSE ont déjà fait preuve d'efforts de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme avant leur travail avec la Plateforme MSE et ont utilisé cette expérience pour créer une série de questions directrices sur les droits de l'homme à l'attention des sponsors sportifs. Les questions visent à équiper de nouveaux sponsors n'ayant pas une connaissance approfondie en matière des droits de l'homme avec les informations nécessaires pour commencer et à mettre les fondations en place. Les questions sont universellement applicables et destinées à être pertinentes à la fois pour les grands et les petits sponsors de tous types d'événement sportif, couvrant tous les contextes, y compris les marchés mal réglementés ou à risque plus élevé. Cette session, animée par **Andres Franco** (Directeur de l'engagement du secteur privé, UNICEF) incluait **Brent Wilton** (Responsable mondial des droits du travail, The Coca-Cola Company), **Bill Anderson** (Vice-président, Affaires sociales et environnementales, Asie-Pacifique, Groupe adidas), **Matt Galvin** (Directeur juridique et conformité, AB InBev) et **Chikako Miyata** (Vice-président, ANA Holdings).

Principaux points à retenir

- **Le dialogue avec les parties prenantes fait partie intégrante des efforts de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme.** Les sponsors expérimentés disent que plus ils s'engagent, plus ils apprennent, et qu'ils bénéficient de la mise en place de groupes multipartites pour mieux comprendre comment leurs activités et leurs relations d'affaires affectent les gens. C'est là un territoire nouveau pour de nombreuses entreprises au Japon, mais certains sponsors nationaux des Jeux Olympiques de Tokyo 2020 considèrent désormais les Jeux comme une opportunité de sensibiliser les gens aux droits de l'homme et d'apprendre de l'expérience des



sponsors mondiaux et de la Plateforme MSE. Ils veulent faciliter l'apprentissage des sponsors sur le marché japonais, apprentissage que les sponsors mondiaux de la Plateforme MSE sont prêts à soutenir.

- **Les sponsors subissent des pressions pour utiliser leur influence auprès des organismes sportifs ou des hôtes et intervenir sur les questions relatives aux droits de l'homme.** Bien que les plus importantes sommes d'argent consacrées au sport proviennent généralement des droits de diffusion, les sponsors jouent toujours un rôle important. Certains acteurs de la société civile estiment que les sponsors mondiaux ont joué un rôle déterminant dans la mise en application des Principes directeurs des Nations Unies par les plus grands organismes sportifs. Il existe une relation symbiotique entre les organismes sportifs et les sponsors. Aucune des parties ne souhaite voir la valeur de la marque d'un événement sportif entâchée pour des raisons inhérentes aux droits de l'homme.
- **Identifier des points de levier efficaces est essentiel.** Les sponsors doivent décider quand s'engager et, dans différents environnements, se demander si le fait d'être plus transparent ou de travailler en coulisses donnera plus de résultats. Pour les sponsors à long terme, la négociation préalable est le moment principal du dialogue, mais il existe également des moments importants qui requièrent un engagement, comme lorsqu'il y a un besoin urgent de modifier des points de vue dans certains domaines critiques. Pour ces sponsors à long terme, savoir où un événement sportif doit se dérouler peut avoir un impact sur la discussion, surtout si la position en matière des droits de l'homme du pays hôte est incompatible avec les propres valeurs des sponsors, par exemple sur le respect des droits LGBTI.
- **Les sponsors doivent faire face à des réalités commerciales.** Le sponsoring est un marché mondial hautement compétitif et les organismes sportifs peuvent toujours trouver des sponsors de remplacement. Dans le passé, il y avait peu de prises de position entre les sponsors et les organisations sportives sur les droits de l'homme. Aucun ne faisait preuve de diligence raisonnable dans leurs relations

mutuelles; et les discussions ont souvent été repoussées jusqu'à ce qu'ils aient à faire face à de réels problèmes. Certains sponsors considèrent désormais que Sochi était une occasion manquée de soulever des inquiétudes sur les droits des LGBTI en Russie, le tout dans le cadre de nouveaux appels à une action audacieuse avant la Coupe du monde de Russie 2018.

- **Les organismes sportifs commencent à poser leurs propres questions.** Les principaux organismes sportifs reconnaissent maintenant que leur propre diligence raisonnable en matière de droits de l'homme les oblige à s'engager avec des sponsors sur le sujet des droits de l'homme. À la fois les sponsors et les organismes sportifs affirment tirer profit des actions collectives et des retours d'information multipartites, comme via la Plateforme MSE. Toutes les parties conviennent qu'un travail est nécessaire pour apporter des améliorations aux événements à venir qui n'ont pas été correctement pris en compte lors de l'attribution des soumissions; et pour tirer parti des bonnes pratiques.





Session parallèle sur les diffuseurs

6

Le rôle des diffuseurs est hautement visible pour le public mondial du sport, et leurs accords de licence pour les droits de diffusion des plus grands événements sportifs au monde représentent la majorité des revenus générés par les organismes sportifs et les acteurs hôtes. Pourtant, le poids et l'influence actuelles des diffuseurs dans le cadre de la structure de gouvernance actuelle pour ces événements n'est pas aussi importante que leur visibilité et leur influence financière collective pourraient laisser croire. En 2017, plusieurs sociétés de diffusion travaillant à aligner leurs politiques et pratiques internes sur les Principes directeurs des Nations Unies ont rejoint un groupe de travail MSE pour développer des outils et des ressources permettant d'évaluer et d'atténuer les risques potentiels pour les personnes et leurs droits découlant de la diffusion d'événements sportifs. Cette session, animée par **Gigi Alford** (Responsable du sport et des droits de l'homme, World Players Association) incluait **Moira Oliver** (Responsable de la politique et avocate principal, Droits de l'homme/numériques, BT plc), **Steve Leroy** (Vice-président principal Politique publique & Affaires réglementaires, Discovery), and **Courtney Radsch** (Directrice du plaidoyer, Comité de protection des journalistes).

Principaux points à retenir

- **Les appréciations et la demande d'audience ont été un facteur déterminant.** Travailler au respect des droits de l'homme et à l'atténuation des risques liés aux droits de l'homme dans une organisation commerciale qui tire ses revenus de la souscription et de la publicité est un défi particulier.



- **Les sociétés ne peuvent pas simplement être des récepteurs passifs de droits de diffusion.** Les clauses relatives aux droits de l'homme devraient être correctement incluses dans les contrats, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies. Les cadres supérieurs dans le monde de la diffusion sportive devraient user de leur influence auprès des hauts fonctionnaires des instances dirigeantes du sport, du gouvernement et de l'industrie de la publicité pour promouvoir un changement significatif et systémique.
- **Les journalistes peuvent avoir un impact sur les droits et être impactés.** Les journalistes et les reporters ont des droits humains, mais peuvent également travailler avec des personnes dont les droits peuvent être affectés par une manifestation sportive ou une décision sportive. Même si les diffuseurs sportifs nient que la couverture sportive constitue une couverture médiatique générale, ils ont toujours la responsabilité de respecter la liberté de la presse, ainsi que l'ensemble des droits de l'homme, d'autant plus qu'ils sont la fenêtre publique sur ces événements.
- **La liberté de la presse et la sécurité constituent un risque majeur.** Les diffuseurs doivent réfléchir aux risques encourus par les journalistes, les équipes de production et autres professionnels des médias qu'ils emploient pour les MPE à venir. Certains de ces risques comprennent l'accès restreint à un pays, une restriction de mouvements dans le pays, la surveillance, les représailles contre les dénonciateurs et leurs sources, le harcèlement et l'intimidation numérique et physique et, dans certains cas, la fermeture complète des opérations. Les journalistes locaux et les médias sont particulièrement vulnérables.
- **Il existe un besoin de plus d'attention sur les implications en matière de droits de l'homme du contenu que les diffuseurs sportifs présentent,** y compris sur ce qui se passe en dehors des stades. Ce que les émissions sportives montrent au monde se transforme en ce que le public connaît de l'événement. Les diffuseurs doivent donc assurer une présentation inclusive dans leur couverture et ne peuvent ignorer la portée plus large des impacts négatifs du sport. La ligne artificielle qui sépare les nouvelles et les fonctions de diffusion ne doit pas empêcher les diffuseurs sportifs de respecter les droits de l'homme, y compris dans la façon dont ils décrivent les événements.



Session parallèle sur le sport, le développement et la paix

7

Le concept de sport, développement et paix (SDP) désigne l'utilisation du sport et/ou de l'activité physique pour atteindre des objectifs spécifiques de développement et de paix, tels que, entre autres, la promotion de l'éducation, la promotion de la santé, l'autonomisation de certains groupes et la lutte contre les maladies. Trop souvent, les initiatives SDP ont tendance à être considérées comme distinctes des initiatives sur le sport et les droits de l'homme. Le président de la session, **Guido Battaglia** (Responsable de la sensibilisation, IHRB) a présenté un projet de recherche visant à cartographier ce domaine, qui a identifié des lacunes et proposé des recommandations pour intégrer plus largement une approche des droits de l'homme dans les activités entreprises par un large éventail d'acteurs dans le domaine du SDP, y compris par les gouvernements, les ONG, les organismes sportifs et autres. L'objectif de la recherche était également de comprendre comment les personnes impliquées dans les programmes SDP interagissent et quelle attention elles accordent aux droits de l'homme. Le groupe de discussion incluait **Oliver Dudfield** (Responsable du sport pour le développement et la paix, Commonwealth Secretariat), **Eli Wolff**, Directeur, Sport and Society Initiative, Brown University) et **Delphine Schmutz**, (Manager, Fondation humanitaire Taekwondo).

Principaux points à retenir

- **Les écarts entre les domaines du SDP et des droits de l'homme peuvent être attribués aux problèmes de manque de définitions partagées**, notamment sur la signification des droits de l'homme, de la paix et du développement, ainsi qu'au fait qu'actuellement très peu d'acteurs de chaque communauté sont pleinement engagés dans les initiatives des autres. À titre d'exemple, peu d'acteurs du domaine SDP étaient présents au forum Sporting Chance. Approfondir cet engagement renforcerait la légitimité de leurs domaines respectifs et, au final, du sport en général.
- **Les objectifs de développement durable (ODD) offrent au mouvement SDP un moyen d'intégrer les droits de l'homme en servant de cadre et de référence mondiaux**, en fournissant un vocabulaire commun et en clarifiant l'intersection et l'indivisibilité des dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable. Par exemple, les militants du SDP et les militants des droits de l'homme réagissent souvent aux différentes crises perçues dans le sport (par exemple crises de gouvernance, crises de dopage, crises d'intégrité) et les ODD peuvent aider à rapprocher ces différents acteurs dans un cadre cohérent. Les initiatives SDP doivent impliquer ceux qui sont affectés par leurs résultats dans la conception de projets afin de garantir le respect des droits de l'homme, sachant que ce type de processus multipartite nécessite du temps et des ressources. Les initiatives en matière de SDP, de sport et de droits de l'homme doivent trouver des moyens de combiner les projets, d'aligner les efforts et de standardiser les approches pour optimiser les ressources et relever les niveaux en matière d'impact. Le fait d'inclure des efforts de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme dans les projets SDP pourrait être un moyen d'y parvenir.
- **Le futur Centre pour le sport et les droits de l'homme pourrait potentiellement contribuer** de plusieurs manières aux initiatives SDP, y compris en jouant un rôle tiers de renforcement des capacités et de suivi des droits de l'homme dans les zones où les projets sont mis en œuvre, en aidant à définir le secteur SDP et définir des normes et en veillant à ce que le sport joué au niveau communautaire fasse partie des discussions sur les droits de l'homme et le développement.





Répondre aux besoins des groupes affectés

8

Présidée par **Brendan Schwab** (Directeur exécutif, World Players Association), cette session visait à attirer l'attention sur les personnes affectées par les MSE dans l'ordre du jour du Forum. Les participants ont partagé des histoires personnelles illustrant un large éventail de risques liés au sport, couvrant plusieurs organismes sportifs, géographies et groupes affectés, dont les peuples autochtones, les LGBTI, les défenseurs des droits humains, les personnes handicapées, les personnes travaillant dans la construction et les enfants.

En prévision des Jeux du Commonwealth sur la Gold Coast, en Australie, en 2018, le CGF et le Comité d'organisation de la Gold Coast ont créé un conseil de gouvernance formé en partie par des représentants autochtones, notamment des jeunes, des personnes âgées, des hommes et des femmes. Le conseil se réunit régulièrement et, selon **Mary Graham** (Professeure auxiliaire adjointe, University of Queensland) a obtenu des résultats significatifs. Et notamment, une version avancée du Plan d'action de réconciliation (RAP), qui reconnaît, respecte et célèbre les cultures des peuples aborigènes locaux et insulaires de Torres Strait. Le RAP crée des compétences durables en matière d'emploi et de main-d'œuvre, permet l'approvisionnement et met en valeur les arts et les cultures ainsi que la vente d'articles connexes lors de l'événement. Les Autochtones ont eu une influence sur la conception de l'événement lui-même.²⁵

Les tests de genre dans le sport d'élite sont sous surveillance. Des préoccupations ont été soulevées quant à savoir si le système actuel est suffisamment étayé par des données

25 Voir également, GOLDOC, « The Gold Coast 2018 Commonwealth Games Reconciliation Action Plan » (2017) à : <https://www.gc2018.com/rap>



scientifiques et si le processus et ses résultats entraînent des répercussions négatives sur les droits de la personne. L'expérience vécue par **Kristen Worley** (Cycliste et Présidente, Human Diversity in Sport Foundation) avec les tests de genre par cinq organismes sportifs différents a eu lieu à un moment de forte vulnérabilité, lorsqu'elle effectuait sa transition de XY à XX, et a souligné l'impact que l'administration globale du sport peut avoir sur la vie d'un athlète. Pourtant, par l'entremise du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, Mme Worley a pu tenter des poursuites contre les organismes sportifs nationaux et internationaux concernés afin de modifier leurs politiques pour lui permettre de concourir dans les sections féminines avec une tolérance pour les produits thérapeutiques qu'elle doit prendre pour maintenir sa santé. Le Tribunal a conclu en faveur de Mme Worley en demandant que le sport du cyclisme au Canada et à l'étranger s'engage à défendre les intérêts des athlètes féminines XY.²⁶

Les gouvernements se proposent souvent pour accueillir des MPE pour le prestige et le statut international qu'ils procurent. Selon **Rachel Denber** (Directrice adjointe pour l'Europe et l'Asie centrale, Human Rights Watch) accueillir des MPE est souvent considéré comme « une grande fête », avec des exemples récents comme Bakou, Azerbaïdjan qui a accueilli les Jeux européens en 2015 et Achgabat, Turkménistan qui a accueilli les Jeux asiatiques 2017 d'arts martiaux et d'intérieur. Malgré des défis bien connus en matière de droits de l'homme, ces villes ont été sélectionnées pour accueillir des événements pouvant affecter les athlètes, les journalistes, les supporters, les communautés, les enfants et les travailleurs de l'ensemble de la région. Mme Denber a rapporté que pendant les jeux au Turkménistan, les journalistes étaient souvent suivis de près par les autorités et intimidés, voir même menacés d'expulsion. Il a également été signalé que les maisons de plus de 10 000 familles avaient été démolies et que les propriétaires n'avaient pas reçu une indemnisation suffisante. De nombreuses lettres adressées aux représentants du gouvernement et de la fédération sportive sont restées sans réponse.²⁷

26 Voir également, Sports Integrity Initiative, « Athlete health and fair play: Kristen Worley case puts women's sport policy in the dock » (24 juillet 2017) à : <http://www.sportsintegrityinitiative.com/athlete-health-fair-play-kristen-worley-case-puts-womens-sport-policy-dock/>

27 Voir également, Human Rights Watch, « Turkmenistan Treating Sporting Event Like National Emergency » (15 sept. 2017) à : <https://www.hrw.org/news/2017/09/15/turkmenistan-treating-sporting-event-national-emergency>



Le travail de défenseurs des droits de l'homme comme **Semyon Simonov** (Chercheur et photographe, Human Rights Watch) est crucial. Les rapports de M. Simonov sur les violations des droits du travail à l'encontre des travailleurs qui construisent les stades et autres infrastructures pour les Jeux olympiques d'hiver de Sochi 2014 et la Coupe du Monde de la FIFA 2018 ont donné aux instances dirigeantes du sport, et autres acteurs, un aperçu de la situation des droits de l'homme entourant la planification et la construction de ces événements. Après que M. Simonov a rencontré le CIO après son premier rapport sur ces problèmes, le gouvernement russe a commencé à enquêter sur les violations des droits du travail. M. Simonov a dû faire face à des retards, à des menaces et à des défis lors de la collecte de ses preuves. Il a déposé des centaines de plaintes au nom des travailleurs auprès des autorités locales, mais ce n'est que lorsque la Human Rights Watch a publié son rapport que le CIO et les représentants de l'État ont réagi en initiant des inspections en personne et en veillant à ce que les salaires soient payés. D'autres problèmes n'auraient-ils pas été résolus. Il a été rapporté qu'un grand nombre de violations se soient répétées dans la préparation de la Coupe du Monde de la FIFA 2018, et la Human Rights Watch a appelé la FIFA à agir.²⁸ Le harcèlement par les forces de l'ordre contre M. Simonov s'est intensifié.²⁹

En vertu de l'Article 30 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, les États participants s'engagent à permettre aux personnes handicapées de participer, sur un pied d'égalité avec les autres, aux activités récréatives, de loisirs et sportives. Eli Wolff (Directeur, Sport and Society Initiative,

28 Voir également, Human Rights Watch, « Time for FIFA to Act on Human Rights » (22 nov. 2017) à : <https://www.hrw.org/news/2017/11/22/time-fifa-act-human-rights>; et FIFA, « First Report of FIFA's Human Rights Advisory Board Published (9 nov. 2017) » à : <http://www.fifa.com/governance/news/y=2017/m=11/news=first-report-of-fifa-s-human-rights-advisory-board-published-2919234.html>

29 La FIFA a par la suite soutenu les efforts de la Human Rights Watch pour annuler les poursuites judiciaires contre Siminov. Voir également, Human Rights Watch, « Welcome Support for Workers' Rights Advocate in Russia » (26 fév. 2018) à : <https://www.hrw.org/news/2018/02/26/welcome-support-workers-rights-advocate-russia>

Brown University) a partagé cinq caractéristiques du parcours vers l'inclusion dans le sport, et notamment dans les méga-événements sportifs. Pour commencer, les personnes historiquement marginalisées comprennent qu'elles sont visibles, et ce d'une manière forte et valorisée. Ensuite, ceux qui ont entamés le parcours de l'invisibilité à la visibilité contribuent à l'innovation et à l'opportunité tout au long du parcours. Troisièmement, les MPE intègrent le concept d'universalité comme principe de base. Quatrièmement, les dispositions du Principe 6 de la Charte olympique relatives à la non-discrimination sont étendues pour inclure la protection des personnes handicapées. Cinquièmement, la voix de la communauté des personnes handicapées est amplifiée pour la promotion de leurs droits et de tous les droits des personnes.

Principaux points à retenir

- **Trop fréquemment, la participation des organismes sportifs n'est pas assez rapide**, leur proactivité est cruciale pour faire face à la vaste gamme de risques liés aux droits de l'homme liés au sport. Les organismes sportifs, grands et petits, doivent être plus proactifs pour prévenir les impacts négatifs sur les droits de l'homme, les résoudre avant qu'ils ne s'aggravent au point de devenir une crise, ou si tout le reste échoue, fournir ou soutenir des mesures correctives de manière efficace et opportune. Les fédérations sportives devraient veiller à ce que les acteurs locaux ne se livrent pas à des représailles contre les personnes signalant des violations des droits de l'homme associées aux MSE.
- **Une véritable consultation des groupes potentiellement et réellement affectés est essentielle.** Un dialogue régulier, inclusif, ouvert et représentatif avec ceux qui sont susceptibles d'être affectés par les méga-événements sportifs est essentiel pour préserver un héritage social positif une fois qu'un MSE est terminé.
- **Les déclarations et les engagements ne sont que la première étape.** Pour consolider les engagements des fédérations sportives en matière de droits de l'homme et assurer la mise en œuvre des politiques et des mesures de responsabilisation, un suivi continu et des rapports transparents sur les efforts de prévention et d'atténuation ainsi que l'accès à des recours efficaces sont nécessaires.





La nature du défi

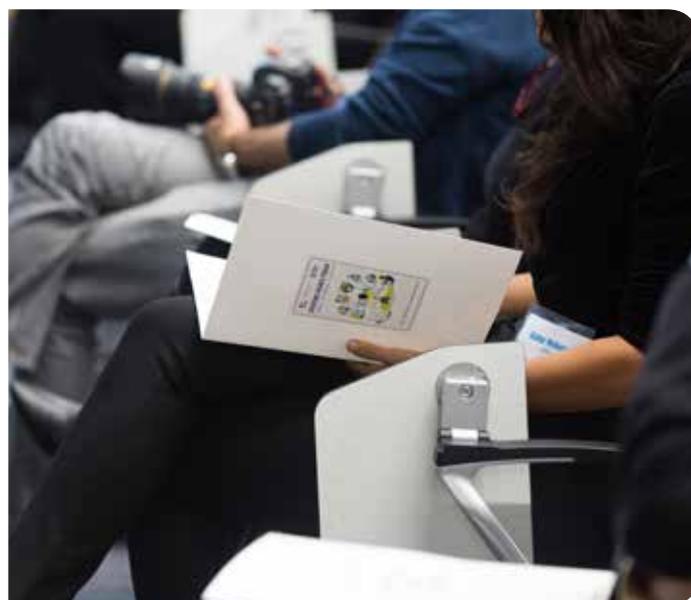
9

Réunissant les remarques des différents orateurs, la première journée du Forum s'est terminée par un groupe de haut niveau chargé d'articuler les principaux défis relatifs aux efforts collectifs visant à résoudre les problèmes en matière de droits de l'homme dans le sport. Présidé par **John Morrison** (PDG, IHRB), le Forum a reçu les déclarations de **Don Fehr** (Président, World Players Association), **Louise Martin** (Président, Commonwealth Games Federation), **David Rutherford** (Commissaire en chef, Commission néo-zélandaise des droits de l'homme) et **Moya Dodd** (Ancien membre, Conseil de la FIFA).

Principaux points à retenir

- **L'action collective est un thème central.** Le succès est possible lorsque les gens se fédèrent - que ce soit en tant qu'organismes sportifs, gouvernements, entreprises, société civile et autres - pour discuter et mieux comprendre la nature des défis communs en matière de droits de l'homme liés au sport. Il est important de concevoir des solutions collectivement, basées sur un consensus le plus large possible. Celles-ci doivent alors être mis en œuvre et répondre aux besoins d'un individu particulier ou d'un groupe de personnes ayant un problème. Toutes les voies de recours non judiciaires doivent être équitables et perçues comme justes par ceux qui les utilisent. Elles doivent répondre aux critères d'efficacité des Principes directeurs des Nations Unies, être abordables et rapides. La justice différée est une justice refusée.

- **Les organismes sportifs devraient réfléchir aux événements passés ayant eu des conséquences néfastes sur les personnes, et prendre des mesures correctives.** Les étapes consistent à contacter les communautés et les experts en droits de l'homme pour obtenir des informations et des conseils; et mettre en place de nouvelles stratégies, de nouvelles politiques et de nouveaux systèmes basés sur les normes et les meilleures pratiques en matière de droits de l'homme. Le nouveau guide des droits de l'homme de la Plateforme MSE pour les organismes sportifs propose une feuille de route à cet effet et illustre les bonnes pratiques émergentes.
- **Un engagement avec les organes intergouvernementaux et gouvernementaux peut être constructif.** La contribution du CGF, du Commonwealth Secretariat, Commission néo-zélandaise des droits de l'homme en 2017 a conduit à ce que le Commonwealth Advisory Body on Sport (CABOS ou Organisme consultatif du Commonwealth sur le sport) s'engage à mieux intégrer ses efforts en matière de développement, de paix et d'intégrité des droits, avec une vision qui intègre le cadre des Principes directeurs des Nations Unies, à savoir « Protéger, respecter et réparer ». Cela s'appuiera sur les efforts existants dans le domaine du sport pour contribuer à la réalisation des objectifs en matière de développement durable (ODD).
- **Les organes représentatifs et les intermédiaires respectés peuvent aider à fédérer les parties,** notamment lorsqu'ils bénéficient de la confiance des personnes affectées. Ces groupes peuvent aider au règlement des différends. Les syndicats comme la World Players Association, par exemple, travaillent déjà en étroite collaboration avec les travailleurs, y compris les athlètes, de manière habituelle. Les institutions nationales de protection des droits de l'homme (INDH) représentent un autre moyen de dialogue et de règlement des différends, en particulier dans les pays où elles sont reconnues pour être indépendantes du gouvernement, et ont l'expérience de cas similaires à ceux rencontrés dans le domaine du sport, comme les cas de discrimination et de harcèlement. Cependant, la capacité de nombreuses de ces institutions à gérer ce genre de problèmes doit être renforcée.



- **Le sport devrait mener la société, mais il reste souvent à la traîne.** Le leadership sportif doit être plus représentatif de sa base, reflétant à la fois ses acteurs et la société. Atteindre une parité des événements masculins et féminins lors des MSE n'est qu'un début. Une réforme systémique est requise. Les associations et les fédérations nationales doivent toutes fournir des programmes de base pour les filles et protéger les jeunes nageuses, les gymnastes, les para-athlètes et bien d'autres contre les abus commis par les entraîneurs. Des mécanismes sont nécessaires pour faire appliquer les décisions relatives aux plaintes de harcèlement. L'utilisation innovante des nouvelles technologies pourrait faciliter la démocratie participative dans le sport, tandis que les réseaux sociaux peuvent permettre à la véritable voix des athlètes et des fans d'être entendue à la fois par le public et par les décideurs.
- **Une collaboration est nécessaire entre les initiatives visant à promouvoir l'intégrité et les droits de l'homme dans le sport.** La réforme de la gouvernance dans le sport doit promouvoir la transparence et s'aligner sur la Convention des Nations Unies contre la corruption. Plusieurs gouvernements sont à l'avant-garde des initiatives sur la transparence et l'intégrité dans le sport, et ont promu une résolution des Nations Unies sur le thème de la corruption dans le sport. La corruption ne doit pas filtrer les voix des athlètes et des locaux, sans quoi le sport risque d'être déconnecté de sa base.





Point de vue de l'organisme de gouvernance

10

Depuis le forum Sporting Chance 2016, les quatre principaux organismes de gouvernance sportive actuellement représentés au comité de pilotage de la Plateforme MSE ont inclus des exigences en matière des droits de l'homme dans les manuels/questionnaires de soumission et les contrats des villes/pays hôtes pour les futurs événements majeurs. **Rachel Davis** (Directrice générale, Shift) a présidé une discussion avec **Patrick Gasser** (Directeur football et responsabilité sociale, UEFA), **Becky Edwards** (Directrice des communications stratégiques, CIO), **Federico Addiechi** (chef du département Responsabilité sociale, FIFA) et **David Grevemberg** (PDG, CGF). Les participants ont été invités à répondre à un certain nombre de questions sur des thèmes transversaux relevés tout au long du forum, et ont passé en revue les progrès réalisés à ce jour et les défis encore présents dans l'ensemble du secteur.

Principaux points à retenir

- **Des engagements de haut niveau ont été pris par des organismes sportifs et des travaux sont en cours pour les intégrer dans chaque organisation.** En 2017, le CGF³⁰ et la FIFA³¹ ont tous deux adopté des déclarations officielles en matière de politique des droits de l'homme. Le public a appris que le CIO effectuait un audit de ses politiques afin d'évaluer ses résultats par rapport aux Principes

30 Voir également, Commonwealth Games Federation « Transformation 2022 Strategy – A Human Rights Commitment » (5 oct. 2017) à : <https://www.thecgf.com/about/CGF-Human-Rights-Policy-Statement-17-10-05.pdf>

31 Voir également, FIFA « FIFA publishes landmark Human Rights Policy » (8 juin 2017) à : <http://www.fifa.com/governance/news/y=2017/m=6/news=fifa-publishes-landmark-human-rights-policy-2893311.html>



directeurs des Nations Unies, et l'UEFA cherche à faire passer ses réformes du Comité exécutif à l'ensemble de ses affiliés nationaux. L'un des défis immédiats pour les quatre organes est de savoir comment aborder les questions relatives aux droits de l'homme pour les événements qui ont été attribués avant ces réformes importantes, ce qui alimente la sensibilisation aux droits de l'homme auprès des organisateurs actuels, tels que ceux des Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo, de la Coupe du Monde de la FIFA 2018 en Russie, ainsi qu'auprès des gouvernements hôtes.

- **Assurer l'engagement des parties prenantes concernées est primordial.** Les participants ont noté que la collaboration avec la Plateforme MSE et des experts comme le Professeur John Ruggie et Shift ont permis de souligner la nécessité de mobiliser les communautés et les parties prenantes pour aider à identifier, comprendre, prévenir et atténuer les risques en matière de droits de l'homme avant que des personnes ne soient blessées. Le public a entendu que : le CIO soutient de telles conversations pour les Jeux Olympiques de 2024 à Paris et est en pourparlers avec les organisateurs des Jeux Olympiques d'hiver de 2022 à Beijing; et qu'en intégrant 10 000 athlètes à une charte pour les droits des athlètes, l'UEFA est consciente des risques potentiels présents dans les villes participant à l'Euro 2020 comme Saint-Pétersbourg et Bakou; et comprend la nécessité d'une évaluation proactive des risques et des mesures de prévention; que la FIFA a pris un engagement envers les parties prenantes dans sa nouvelle politique sur la protection des droits de l'homme; et que le CGF soutient les organisateurs des Jeux du Commonwealth de la Gold Coast 2018 dans leur engagement envers la communauté autochtone et le plan d'action de réconciliation qui en découle.³²
- **Des experts externes peuvent aider à combler les lacunes en matière de connaissances.** L'ensemble des organismes sportifs reconnaît la nécessité de travailler avec des experts des droits de l'homme pour combler les lacunes actuelles en matière de connaissances. La FIFA a embauché un responsable des droits de l'homme et mis en place un Conseil consultatif indépendant³³ pour

32 Voir également, GOLDOC, « The Gold Coast 2018 Commonwealth Games Reconciliation Action Plan » (2017) à : <https://www.gc2018.com/rap>

33 Voir également, FIFA « First report of FIFA's Human Rights Advisory Board published » (9 nov. 2017) à : <http://www.fifa.com/governance/news/y=2017/m=11/news=first-report-of-fifa-s-human-rights-advisory-board-published-2919234.html>

soutenir la mise en œuvre des recommandations du Professeur Ruggie³⁴ et visant à une amplification des efforts pour la protection des droits de l'homme. La CGF a demandé à l'UNICEF d'accroître ses capacités en matière de protection des droits de l'homme et des enfants, de renforcer le savoir-faire de son Conseil d'administration et des membres composant son équipe de direction; et d'intégrer les aspects de droits de l'homme dans les futurs accords de partenariat.³⁵ Les INDH ont également un rôle à jouer. À la fois le CIO et l'UEFA sollicitent régulièrement des conseils auprès d'experts.

- **L'engagement multipartite est non seulement nécessaire mais inestimable.** Les quatre organismes gouvernant le sport apprécient le pouvoir mobilisateur de la Plateforme MSE, notamment la possibilité d'un apprentissage et d'une assistance technique partagés. Ils soutiennent le projet de Centre pour le sport et les droits de l'homme et souhaitent voir plus d'organismes sportifs se joindre à l'initiative collective.³⁶ Plusieurs acteurs de la société civile les exhortent à faire plus pour convaincre d'autres organismes sportifs de participer.
- **Le genre représente un risque saillant transversal.** Les organismes sportifs revoient leurs approches en matière d'égalité des sexes. La FIFA s'efforce d'accroître le nombre de femmes à tous les niveaux de gouvernance, y compris au sein du Conseil de la FIFA, et utilise son influence auprès des associations membres. Elle réalise également un audit sur l'égalité des sexes et la disparité en matière de salaire des joueurs hommes et femmes. Le nouveau groupe de travail du CIO sur l'égalité des sexes étudie la participation des femmes au sport et à sa gouvernance, la représentation et le financement du sport féminin, et la façon dont il gère les cas de harcèlement et d'abus. La CGF a, entre autres, fixé des objectifs pour la parité des sports féminins aux Jeux de Birmingham en 2022 et renforce les opportunités pour les entraîneuses féminines.
- **La liberté de la presse et des défenseurs des droits de l'homme de signaler ouvertement les problèmes est un domaine clé qui nécessite la mise en œuvre de mesures plus importantes.** Les organismes sportifs ont rapporté comment ils travaillent pour garantir la liberté de la presse. Le CIO promeut un cadre de reportage pour la presse, tandis que la FIFA développe un outil pour enregistrer les plaintes des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme et s'engage à garantir aux journalistes accrédités l'accès nécessaire à ses événements.

34 Voir également, FIFA « Report by Harvard expert Professor Ruggie to support development of FIFA's human rights policies » (14 avril 2016) à : <http://www.fifa.com/governance/news/y=2016/m=4/news=report-by-harvard-expert-professor-ruggie-to-support-development-of-fi-2781111.html>

35 Voir également, Inside the Games « UNICEF to appoint staff member to oversee children's rights within all aspects of Commonwealth Games » (22 sept. 2016) à : <https://www.insidethegames.biz/articles/1041895/unicef-to-appoint-staff-member-to-oversee-childrens-human-rights-within-all-aspects-of-commonwealth-games>

36 Voir également la déclaration conjointe du Comité directeur de la Plateforme MSE, disponible à : <https://www.ihrb.org/megasportingevents/mse-news/coalition-commitment-centre-sport-human-rights-2018>



La perspective de l'hôte

Les hôtes sont jugés non pas sur des politiques mais sur des résultats positifs. **Steve Gibbons** (Directeur, Ergon Associates) a présidé une discussion avec **Darren Turnquest** (Directeur de la jeunesse, ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Gouvernement des Bahamas), **Rik Desmet** (représentant IBB), **Dionne Harrison** (Directeur, Impactt), et **Takeo Tanaka** (Directeur du développement durable, TOCOG) explorant les défis pratiques auxquels les organisateurs hôtes ont été confrontés ou sont confrontés dans divers contextes, et les opportunités en matière d'apprentissage et de suivi.

Principaux points à retenir

- **La protection des enfants est un risque majeur, même pour les petits MSE et pour les pays hôtes.** Les Bahamas ont accueilli les Jeux de la Jeunesse du Commonwealth de 2017 et ont été chargés de protéger les droits de plus de mille athlètes de 14 à 18 ans provenant de plus de 60 pays et de garantir une expérience positive et sûre à la fois pour eux et pour la communauté hôte. Le comité d'organisation et le gouvernement des Bahamas avaient peu d'expérience préalable en matière de protection des enfants. S'appuyant sur la formation en matière de protection fournie par l'UNICEF et sur le travail effectué par la CGF lors des précédents Jeux de la Jeunesse au Samoa, les organisateurs ont mis en place une équipe, une politique et un ensemble de procédures sur la protection des enfants. Ces efforts allaient au-delà des services sociaux et adoptaient une approche plus globale en matière de droits des enfants. Le processus n'a pas toujours été facile. La protection ne faisait pas partie du contrat en tant qu'hôte des Jeux et a initialement été validée sous la forme d'une simple case à cocher. Les contraintes budgétaires et les limitations en chambres d'hôtel ont encore complexifié le défi d'assurer la présence de surveillants dans l'ensemble des sites et hôtels



accueillant des athlètes. Des leçons ont également été apprises sur les lacunes de responsabilité, soulignant comment le devoir d'un surveillant de protéger la santé d'un enfant peut dans certains cas l'opposer à un impératif commercial ou autre, par exemple défendre la santé d'un enfant malade contre la volonté d'un parent ou entraîneur, ou dans les besoins d'informations à fournir aux officiels des équipes visiteuses. Mais, à la fin des Jeux, la fonction de protection était bien ancrée dans les différentes unités du Comité; et aujourd'hui les fonctionnaires, la police et la profession médicale des Bahamas appuient ce besoin de prévoir un cadre de protection pour tous les futurs événements sportifs et non sportifs impliquant des enfants. En collaboration avec les fédérations sportives nationales, l'ensemble des parties prenantes recevra une formation supplémentaire de l'UNICEF afin de laisser un legs durable.

- **La création de relations peut prendre du temps**, mais cela en vaut la peine. L'IBB, qui représente environ 500 millions de travailleurs de la construction dans le monde, a été actif dans plusieurs contextes d'hôte de MSE. Dans le cas du Qatar, l'IBB a d'abord fait pression sur la FIFA et a entamé des discussions avec le Comité suprême à partir de 2014. Au départ, les progrès étaient lents. Plusieurs grandes entreprises de construction montraient un intérêt en matière de dialogue social, mais, en raison des obstacles juridiques à la liberté d'association, hésitaient à conclure des conventions collectives par crainte de perdre des contrats. Mais progressivement, l'IBB a eu accès aux travailleurs et dispose maintenant d'un accord d'inspection conjointe avec le Comité suprême.³⁷ Le chemin à parcourir est encore long et l'une des priorités permanentes est de pouvoir accéder aux sites au-delà des stades et d'inspecter des projets d'infrastructure plus vastes, sans lesquels la Coupe du Monde ne pourra pas fonctionner.

37 Voir également, FIFA « Supreme Committee for Delivery & Legacy and BWI sign MoU for joint inspections on Qatar 2022 Stadiums » (25 nov. 2017) à : <http://www.fifa.com/worldcup/news/y=2016/m=11/news=supreme-committee-for-delivery-legacy-and-bwi-sign-mou-for-joint-inspe-2850955.html> L'IBB a ensuite signé une convention collective avec la société de construction QDVC qui couvre les droits de l'homme au travail, l'hébergement, le recrutement équitable et les droits du travail, une diligence raisonnable envers les sous-traitants, ainsi que les systèmes de reporting, de surveillance et d'audit. Voir également, IHRB, « New Framework Agreement - Significant Progress in Protecting the Rights of Migrant Construction Work » (22 jan. 2018) à : <https://www.ihrb.org/focus-areas/migrant-workers/bwi-vinci-qdvc-framework-agreement>

- **Des audits indépendants des normes de bien-être des travailleurs sont une partie cruciale de la conversion des politiques et procédures en quelque chose de significatif.** Afin de créer un changement pour les travailleurs sur le terrain, les organisateurs de MSE doivent aller au-delà d'une simple conformité légale. Au Qatar, Impactt a travaillé avec le Comité suprême et les entrepreneurs pour connaître les priorités réelles des travailleurs.³⁸ Ceux-ci comprennent souvent non seulement les niveaux de rémunération, mais également la sécurité d'un paiement, le respect, la possibilité de se faire entendre et de se sentir valorisés, ainsi que des opportunités de développement personnel pour eux et pour leurs familles. Mettre un visage humain sur le bien-être des travailleurs est extrêmement important.
- **Il n'est jamais trop tard pour commencer.** Le Comité d'organisation de Tokyo pour les Jeux olympiques et paralympiques de 2020 (TOCOG) a élaboré un plan de développement durable qui fait référence aux droits de l'homme et aux problématiques de droit du travail et fait progresser les objectifs de développement durable.³⁹ Le TOCOG développe actuellement ses objectifs, incluant une interdiction potentielle de mauvais traitements infligés aux travailleurs étrangers et migrants (y compris dans le cadre du « Programme de formation technique interne du Japon »). Le TOCOG a également commencé à mettre en œuvre un code d'approvisionnement durable sur lequel il a reçu des commentaires d'experts, notamment d'un groupe de travail multipartite sur l'approvisionnement durable et qui encourage les fournisseurs à suivre les Principes directeurs des Nations Unies. Le TOCOG s'engage à offrir des recours et met en place une procédure de réclamation, cherchant à s'appuyer sur le modèle des Jeux olympiques de Londres de 2012. Le groupe de travail sur l'approvisionnement durable supervisera le mécanisme, et l'accent sera mis sur la résolution par un dialogue constructif. Le TOCOG travaille avec l'OIT et la Plateforme MSE. Plusieurs acteurs de la société civile ont relevé des lacunes dans le Code et ont exhorté le TOCOG à être plus transparent dans le développement de son mécanisme de réclamation et de garantir une plus grande accessibilité. Bien que le TOCOG reconnaisse les premiers efforts nécessaires à la mise en œuvre, il est déterminé à laisser un héritage positif et à introduire les Principes directeurs des Nations Unies à travers le Japon.



38 Voir également, Impactt « On the path of progress: SC's journey to 2022 » (5 avril 2017) à : <https://impacttlimited.com/on-the-path-of-progress-scs-journey-to-2022/>

39 Voir également, TOCOG, Sustainability (dernier accès mars 2018) à : <https://tokyo2020.org/en/games/sustainability/>



Le travail à venir: un organisme permanent d'action collective

12

Tous les membres du Comité de pilotage de la Plateforme MSE se sont engagés à mettre en place un Centre pour le Sport et les Droits de l'Homme (le Centre) et à continuer à apporter leur soutien et leur expertise au processus.

Modéré par **Mary Robinson**, le groupe consultatif de la Plateforme MSE représenté par **Tim Noonan** (Directeur, Campagnes et communications, Confédération syndicale internationale), **Linda Kromjong** (Secrétaire générale, Organisation internationale des employeurs), **Giovanni Di Cola** (conseiller spécial, Bureau du Directeur général adjoint, ILO) et **Lene Wendland** (Directeur du département des droits de l'homme et des questions économiques et sociales, OHCHR) ont exprimé leur soutien unanime à la création du Centre.

Principaux points à retenir

- **Parfois, de nouvelles approches créatives et non traditionnelles sont nécessaires.** Chaque individu s'est engagé à maintenir son leadership et son expertise en vue de mettre en œuvre le Centre en 2018. Cela marque une nouvelle étape dans le parcours marathon qui a débuté par une réunion avec deux douzaines

de parties prenantes fin 2015.⁴⁰ Depuis lors, une communauté d'acteurs avec tous des agendas divers a été créée. Le Groupe consultatif a félicité Mary Robinson et l'IHRB pour leur leadership et pour avoir piloté le processus depuis sa création, lorsque de nombreuses parties étaient hésitantes ou sur la défensive, pour aboutir à une collaboration souvent harmonieuse qui commence à produire des résultats tangibles. La Plateforme MSE a montré que des approches non traditionnelles comme l'action collective peuvent produire des résultats, développer les meilleures pratiques et offrir des conseils pratiques à adopter par les différents acteurs.

- **Le Centre, comme le sport, doit être le reflet sa base.** Le nouveau centre doit préserver l'éthique du travail et l'atmosphère collégiale de la Plateforme MSE, permettant ainsi un dialogue franc et ouvert, mais respectueux entre les participants. Le forum Sporting Chance 2017 témoigne de cet esprit et des personnes qui ont partagé des histoires personnelles et des opinions sincères, et défendu leurs droits et leurs positions.⁴¹ À l'heure où la globalisation fait l'objet d'un examen minutieux concernant son caractère inclusif, il est important que les relations de pouvoir de cette initiative soient justes. Le Centre ne peut pas être un club pour les élites mondiales du Nord et de l'Ouest. Le Centre doit être un espace dans lequel les personnes touchées, les personnes du Sud, ainsi que les nouveaux organismes sportifs et autres, se sentent en sécurité, accueillis, respectés et inclus en tant que partenaires égaux.
- **Des progrès initiaux importants ont été réalisés.** L'action collective a permis de réaliser beaucoup de choses. Il y a eu des victoires administratives pour des individus comme Bilqis Abdul-Qaadir et ses camarades de basket-ball portant le hijab, et les participants du Forum se sont engagés à poursuivre leur cause pour



⁴⁰ Voir également, IHRB et Wilton Park, « Human Rights and Mega-Sporting Events - Wilton Park » (12 jan. 2016) à : <https://www.ihrb.org/focus-areas/mega-sporting-events/meeting-report-human-rights-and-mega-sporting-events-wilton-park>

⁴¹ Voir également, Plateforme MSE, « The Sporting Chance Forum - Collective Action on Mega-Sporting Events and Human Rights » (14 déc. 2016) à : <https://www.ihrb.org/focus-areas/mega-sporting-events/sporting-chance-forum-collective-action-mega-sporting-events-human-rights>

assurer une mise en œuvre réelle des réformes. Et pour la première fois, quatre des principaux organismes sportifs du monde étaient réunis sur une plateforme publique pour discuter des progrès et des défis en matière des droits de l'homme - une perspective non prise en compte il y a quelques années à peine. La FIFA et la CGF devraient être particulièrement félicitées. Les gouvernements hôtes et les comités d'organisation allant du Qatar au Japon agissent également, y compris en instituant des réformes du travail attendues depuis longtemps et en s'engageant à fournir des options de recours. Cependant, personne ne doit sous-estimer l'ampleur de la tâche encore à venir.

- **Une approche centrée sur les personnes est essentielle.** Les voix des personnes dont les droits sont affectés par le sport, à savoir les enfants, les supporters, les communautés, les journalistes, les travailleurs et les athlètes, sont des rappels du travail en cours requis pour assurer le respect de l'ensemble des droits de l'homme. Les décideurs ont trop longtemps tenu les personnes affectées ou à risque par le sport à distance. Un engagement significatif et une communication externe efficace doivent être améliorés. Les gens doivent non seulement être consultés, mais ils doivent également avoir leur mot à dire dans les décisions qui les concernent. Les victimes doivent avoir accès à un recours efficace, y compris être prêtes à utiliser les options de recours; être mieux préparées pour que des mesures puissent être prises plus rapidement. Le travail du Centre et de ses supporters nécessitera de l'analyse et des recherches, avec des efforts visant à renforcer l'efficacité des différents mécanismes existants. Une attention particulière doit être accordée aux mécanismes de suivi, ainsi qu'aux méthodes de transfert des connaissances, afin que la roue ne doive pas être réinventée chaque fois qu'un nouvel événement sportif est attribué. Dans le cadre des mesures prises pour créer le Centre permanent du sport et des droits de l'homme, les mots d'ordre de « protéger, respecter et réparer » doivent être à la base de tous les efforts. Les Principes du Sporting Chance et les normes internationales relatives aux droits de l'homme devraient être le point de référence commun.
- **Le Centre doit avoir une légitimité.** Il doit être basé dans une juridiction qui engendre la confiance et favorise la transparence. Le Centre doit être financièrement solide et indépendant. Il a besoin de processus solides et de mécanismes de responsabilité, et bien que cela implique une planification minutieuse et un certain niveau de bureaucratie, il doit s'efforcer de rester flexible et agile. Des activités de sensibilisation seront également nécessaires pour s'aligner sur les efforts parallèles en matière de SDP et d'intégrité.

Dans ses conclusions, Mary Robinson a fait un appel à idées pour des objectifs à court terme qui feront une différence dans la vie des gens; et autour desquelles nous pourrions fédérer en 2018 alors que le monde célèbre le 70e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La FIFA s'est engagée à défendre la cause des femmes spectatrices en Iran, invitant les autres à les rejoindre. Les temps modernes sont encore difficiles, avec un racisme se répandant et étant parfois légitimé même dans les plus hauts cercles politiques. Les normes et les institutions de défense des droits de l'homme sont de plus en plus menacées et les défenseurs des droits de l'homme sont en danger. Il est important de saisir cet instant et de conjuguer les forces pour apporter des compétences techniques pour défendre le rétrécissement de l'espace civique, améliorer l'accès des femmes à la participation sportive, protéger les droits

des enfants athlètes ou travailleurs, promouvoir la représentation des travailleurs, garantir la liberté de la presse et combattre l'intolérance à quelque niveau que ce soit, notamment contre les athlètes transgenres.

Les discours de clôture ont été prononcés par **John Morrison** (IHRB) et **Heidi Grau** (Chef de la Division de la sécurité humaine, Département fédéral suisse des affaires étrangères). Chacun a précisé que le futur Centre doit être responsable envers sa mission et son mandat: construire un monde de sport qui protège, respecte et défend les droits de l'homme des sportifs, des travailleurs, des communautés, des enfants, des supporters, des bénévoles, et de la presse en promouvant des approches efficaces pour prévenir, atténuer et remédier aux impacts sur les droits de l'homme associés au sport. Le Centre ne devrait pas être une fin en soi, mais plutôt un moyen de faire une différence positive dans la vie des gens.



AGENDA

DAY 1: Thursday 30th November 2017

08.15–08.45 REGISTRATION & BREAKFAST

09.00–10.00 WELCOMES & SPEECHES (livestreamed)

Welcomes:

- Pascale Baeriswyl, State Secretary of Foreign Affairs, Government of Switzerland
- Mary Robinson, Chair, Mega-Sporting Events Platform for Human Rights; Former President of Ireland; Former UN High Commissioner for Human Rights

Speeches:

- Zeid Ra'ad Al Hussein, High Commissioner for Human Rights, United Nations
- Guy Ryder, Director General, International Labour Organization
- Thomas Bach, President, International Olympic Committee

10.00–11.15 PLENARY: ADVANCING WOMEN'S RIGHTS THROUGH SPORT

Chair: Minky Worden, Director of Global Initiatives, Human Rights Watch

Panelists:

- Raha Moharrak, First Saudi woman to climb Mt Everest
- Bilqis Abdul-Qadir, NCAA Division I basketball player, Memphis University and Indiana State University
- Sara, @OpenStadiums activist
- Kathryn Gill, Player Relations Executive, Professional Footballers Australia; Former captain, Australian women's national team; Asian Football Confederation Women's Player of 2010

11.15–11.45 TEA / COFFEE

11.45–12.45 PLENARY: SPEECHES

- Adolf Ogi, Ambassador, Peace & Sport; Former President, Swiss Confederation; Former Special Advisor to the UN Secretary General, Sport for Development & Peace
- Hassan Al Thawadi, Secretary General, Supreme Committee for Delivery & Legacy, Qatar 2022
- Lola Young, Baroness Young of Hornsey, House of Lords, United Kingdom
- Bakary Bamba Junior, Counsellor for Peace, Security and Human Rights, The International Organisation of La Francophonie (OIF)

12.45–13.45 LUNCH

SPORTING CHANCE FORUM

HUMAN RIGHTS • MEGA-SPORTING EVENTS • COLLECTIVE ACTION

13.45–14.45 PARALLEL SESSIONS

- NB: Sports bodies will be discussed in the opening plenary of Day 2.

HOST CITIES & GOVERNMENTS

Room: Geneve

Chair: Sandra Lendenmann, Head of Office of Human Rights Policy, Swiss Federal Department of Foreign Affairs

Panelists:

- Kathryn Dovey, Manager for National Contact Point Coordination, OECD
- Lucy Amis, Sports & Human Rights Specialist, UNICEF
- David Russell, Chief Executive, Northern Ireland National Human Rights Commission

SPONSORS

Room: Lausanne

Chair: Andres Franco, Director for Private Sector Engagement, UNICEF

Panelists:

- Brent Wilton, Global Head of Workplace Rights, The Coca-Cola Company
- Bill Anderson, VP, Social & Environmental Affairs, Asia Pacific, adidas Group
- Matt Galvin, Legal & Compliance director, AB InBev
- Chikako Miyata, Vice President, ANA Holdings. INC., with translation support from Hiroshi Ishida, Caux Roundtable Japan

BROADCASTERS

Room: Vevey

Chair: Gigi Alford, Head of Sport and Human Rights, World Players Association; Coordinator, Sport & Rights Alliance

Panelists:

- Moira Oliver, Head of Policy & Chief Counsel, Human/Digital Rights, BT plc
- Steve Leroy, Senior Vice President Public Policy & Regulatory Affairs, Discovery
- Courtney Radsch, Advocacy Director, Committee to Protect Journalists

SPORT FOR DEVELOPMENT & PEACE

Room: Nyon

Chair: Guido Battaglia, Project Officer, Institute for Human Rights and Business

Panelists:

- Oliver Dudfield, Head of Sport for Development and Peace, Commonwealth Secretariat
- Eli Wolff, Director, Sport and Society Initiative, Brown University; Olympic footballer
- Delphine Schmutz, Office Manager, Taekwondo Humanitarian Foundation

14.45–15.15 TEA / COFFEE

15.15–16.30 PLENARY: MEETING THE NEEDS OF AFFECTED GROUPS

Chair: Brendan Schwab, Executive Director, World Players Association, UNI Global Union

Panelists:

- Mary Graham, Associate Adjunct Professor, University of Queensland; Aboriginal representative
- Kristen Worley, Cyclist; Educator & Diversity Development Adviser; President, Human Diversity in Sport Foundation (HDiS), Canada
- Rachel Denber, Deputy Director for Europe & Central Asia, Human Rights Watch
- Semyon Simonov, Researcher & Photographer, Human Rights Watch
- Eli Wolff, Director, Sport and Society Initiative, Brown University; Olympic footballer

SPORTING CHANCE FORUM

HUMAN RIGHTS • MEGA-SPORTING EVENTS • COLLECTIVE ACTION

16.30–17.30 PLENARY: THE NATURE OF THE CHALLENGE

Chair: John Morrison, Chief Executive, Institute for Human Rights and Business

Panelists:

- Don Fehr, President, World Players Association, UNI Global Union
- Louise Martin, President, Commonwealth Games Federation; Chair, Commonwealth Advisory Board on Sport
- David Rutherford, Chief Commissioner, New Zealand Human Rights Commission
- Moya Dodd, Partner, Gilbert + Tobin; Former member, FIFA Council; Former international footballer

17.30 DAY 1 CLOSING REMARKS

- Closing remarks from Mary Robinson, Chair, Mega-Sporting Events Platform for Human Rights; Former President of Ireland; Former UN High Commissioner for Human Rights

18.00–20.00 EVENING RECEPTION

- Hosted by the US Mission in Geneva (see Logistics Note for directions).

DAY 2: Friday 1st December 2017

08.15–08.45 REGISTRATION & BREAKFAST

09.00–09.15 REFLECTIONS FROM DAY 1

- John Morrison, Chief Executive, Institute for Human Rights and Business

09.15–10.30 PLENARY: THE GOVERNING BODY PERSPECTIVE

Chair: Rachel Davis, Managing Director, Shift

Panelists:

- Patrick Gasser, Head of Football and Social Responsibility, Executive Office, Union of European Football Associations (UEFA)
 - Becky Edwards, Strategic Communications Director, International Olympic Committee (IOC)
 - Federico Addiechi, Head of Sustainability & Diversity, Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
 - David Grevemberg, Chief Executive Officer, Commonwealth Games Federation (CGF)
-

SPORTING CHANCE FORUM

HUMAN RIGHTS • MEGA-SPORTING EVENTS • COLLECTIVE ACTION

10.30–11.00 TEA / COFFEE

11.00–12.15 **PLENARY: THE HOST PERSPECTIVE**

Chair: Steve Gibbons, Director, Ergon Associates

Panelists:

- Takeo Tanaka, Head of Sustainability, Tokyo Organising Committee of the Olympic Games, with translation assistance from Hiroshi Ishida, Executive Director, Caux Round Table Japan
 - Rik Desmet, Representative, Building and Wood Workers' International (BWI)
 - Darron Turnquest, Director of Youth, Ministry of Youth Sports & Culture, Government of the Bahamas
 - Dionne Harrison, Director, Impactt
-

12.15–13.15 **PLENARY: THE WORK AHEAD – A PERMANENT BODY FOR COLLECTIVE ACTION**

Chair: Mary Robinson, Chair, Mega-Sporting Events Platform for Human Rights; Former President of Ireland; Former UN High Commissioner for Human Rights

Panelists:

- Linda Kromjong, Secretary General, International Organisation of Employers (IOE)
 - Lene Wendland, Chief of Directorate, Office of the UN High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
 - Giovanni Di Cola, Special Adviser, Office of the Deputy Director General, International Labour Organization (ILO)
 - Tim Noonan, Director, Campaigns & Communications, International Trade Union Confederation (ITUC)
-

13.15–13.30 **CLOSING REMARKS**

- Heidi Grau, Head of Human Security Division, Swiss Federal Department of Foreign Affairs
 - John Morrison, Chief Executive, Institute for Human Rights and Business
-

13.30 **CLOSE OF FORUM & LUNCH PROVIDED**

PARTICIPANTS

Bilqis Abdul-Qaadir*	NCAA Division I basketball player, Memphis University and Indiana State University
Federico Addiechi*	Head of Sustainability & Diversity, Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
Zeid Ra'ad Al Hussein*	High Commissioner for Human Rights, United Nations
Khalid Al Kubaisi	Chief of the Advisory Unit , Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Hassan Al Thawadi*	Secretary-General, Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Almuhannad Al-Hammadi	First Secretary, Permanent Mission of Qatar to the UN in Geneva, Government of Qatar
Talal Al-Naama	Third Secretary, Permanent Mission of the State of Qatar in Geneva, Government of Qatar
Mahmood Al-Siddiqi	Second Secretary, Permanent Mission of Qatar in the UN in Geneva, Government of Qatar
Gigi Alford*	Head of Sport and Human Rights, World Players Association; Coordinator, Sport & Rights Alliance
Lucy Amis*	Human Rights and Sport Specialist, Unicef UK
Mohamed-Saleem Amjad	Manager: Protection, Inclusion and Engagement, International Federation of Red Cross and Red Crescent National Societies (IFRC)
Bill Anderson*	Vice-President, Environmental and Social Affairs, adidas Group
Anastasia Anthopoulos	Programme officer, Child Abuse programme, Oak Foundation
Hilary Awad	Director, Global Partnerships - Sports & Entertainment, EverFi
Thomas Bach*	President, International Olympic Committee (IOC)
Pascale Baeriswyl*	Secretary of State, Federal Department of Foreign Affairs, Government of Switzerland
Radha Balani	Director of Strategy & Business Development, Beyond Sport
Bakary Bamba Junior*	Conseiller paix, sécurité et droits de l'homme, Organisation internationale de la francophonie (OIF)
David Barrett	Consultant, Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Guido Battaglia*	Project Officer, Mega-Sporting Events, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Fanny Bellier	Advocacy and Communication Officer, Terre des Hommes
Jerome Bellion-Jourdan	Senior Policy Advisor, European Union
Paolo Bertaccini	Advisor to the Head of Department, Office for Sport, Government of Italy
Alison Biscoe	Project Coordinator, Mega-Sporting Events, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Clarissa Brack Burdeu	Private Sector Engagement Specialist, UNICEF
Lerina Bright	Executive Director / Founder, Mission 89
Scott Busby	Deputy Assistant Secretary of State, Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, Government of the United States of America
David Carrigy	Head of Development and International Relations, World Rugby
Ezequiel Gerd Chamorro Petersen	Second Secretary, Permanent Mission of Brazil to the UN in Geneva, Government of Brazil
Christie Constantine	Director of Corporate Social Responsibility, Baker & McKenzie

Kevin Coon	Managing Partner-Canada, Labour, Employment and Regulatory Law, Baker & McKenzie
Dirk Craen	President, EU Business School
James Cranston	Senior Associate, Clifford Chance
Kathleen Cravero	President, Oak Foundation
Daniel D'Ambrosio	Associate, DLA Piper
Rachel Davis*	Managing Director, Shift
Lilamani de Soysa	Director International Relations, Tsukuba International Academy for Sport Studies
Rachel Denber*	Deputy Director for Europe & Central Asia, Human Rights Watch
Giovanni Battista Derchi	Project Manager, International Academy of Sport Science and Technology (IASTS)
Rik Desmet*	Representative, Building and Wood Workers International
Rebecca Diaz	Media Consultant, Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Giovanni di Cola*	Special Adviser, International Labour Organization (ILO)
Darren Dick	Director - Policy and Programs, Australian Human Rights Commission
Moya Dodd*	Partner, Gilbert + Tobin
Kathryn Dovey*	Manager - National Contact Point coordination, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)
Nikki Dryden	Olympian and Human Rights Attorney, Olympic Athlete and Human Rights Lawyer
Oliver Dudfield*	Head of Sport for Development and Peace, Commonwealth Secretariat
Julie Dufuss	Olympic Movement Sustainability Manager, International Olympic Committee (IOC)
Bjorn Edlund	Chair of Trustees, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Becky Edwards*	Director of Strategic Communications, International Olympic Committee (IOC)
Jan Eijsbouts	Professor, Maastricht University
Martin Endemann	Senior Project Manager, Football Supporters Europe
Ronan Evain	Chief Executive Officer, Football Supporters Europe
Francesca Fairbairn	Coordinator, Institute for Human Rights and Business
Don Fehr*	President, World Players Association
Markus Feller	Ethics in Sport, Swiss Federal Office of Sports
Andres Franco Vasco*	Deputy Director, Private Sector Engagement, Private Fundraising and Partnerships Division, UNICEF
Rémy Friedmann	Senior Advisor, Human Security and Business Desk, Federal Department of Foreign Affairs, Government of Switzerland
Stanislas Frossard	Executive Secretary, Enlarged Partial Agreement on Sport, Council of Europe
Matt Galvin*	Legal Counsel, Global, Anheuser-Busch InBev
Patrick Gasser*	Head of Football and Social Responsibility, Executive Office, Union of European Football Associations (UEFA)
Steve Gibbons*	Director, Ergon Associates Limited
Kathryn Gill*	Player Relations Executive, Professional Footballers Australia
Martina Giuffredi	Regional Counsel, E-IMEA, The Procter & Gamble Company (P&G)
Christoph Good	Secretary of the Board of Trustees, Robert F. Kennedy Foundation Switzerland
Andreas Graf	Human Rights Manager , Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
Mary Graham*	Associate Adjunct Professor, School of Political Science and International Studies, University of Queensland
Heidi Grau*	Head of Human Security Division, Federal Department of Foreign Affairs, Government of Switzerland

David Grevemberg*	Chief Executive Officer, Commonwealth Games Federation
Leonid Grishin	Director, Uralski Dom
Frank Grothaus	Public Affairs Manager, Fédération Internationale de Football Association (FIFA)
Mara Gubuan	Founder, Sports Equality Coalition
Peter Hall	Adviser, Business & Human Rights/CSR, International Organization of Employers (IOE)
Poul Hansen	Officer in Charge, Trade Facilitation section, United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD)
Dionne Harrison*	Director, Impactt Limited
Mary Harvey	Principal, Ripple Effect Consulting
Antonio Hautle	Managing Director, Global Compact Network Switzerland
Conal Heatley	Executive Officer, Northern Ireland Commonwealth Games Council (Belfast 2021)
Daniela Heerdt	PhD Candidate, Tilberg Law School
Frank Henke	Senior Vice President, Global Social & Environmental Affairs, adidas Group
Sarah Hillyer	Director, Center for Sport, Peace, and Society, University of Tennessee, Knoxville
Frances House	Deputy Chief Executive, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Paul Hughes	Head of Media Relations , Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Paul Hunt	Project Manager, Swiss Academy for Development
Odile Inauen	Federal Department of Foreign Affairs, Government of Switzerland
Hiroshi Ishida	Executive Director, Caux Round Table-Japan
Jon Jacoby	Program Officer, Open Society Foundations
Fatou Jeng	Broadcast Compliance Manager, BT Sport
Scott Jerbi	Senior Adviser, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Marc Joly	Head of campaign, Terre des Hommes
Gizem Kara	Policy Advisor, German Institute for Human Rights (DIMR)
Nick Keller	Founder and President, Beyond Sport
Steve Kenzie	Executive Director, UK Global Compact Network
Gilles Klein	Secretary-General, World Sports Alliance
Amelia Knott	Director of Consulting, twentyfifty
Theologia Kostopoulou	Manager of International Relations, Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Linda Kromjong*	Secretary-General, International Organization of Employers (IOE)
Nicolas Lanza	First Secretary, Permanent Mission of Switzerland to the UN in Geneva, Government of Switzerland
Alex Lee	Global Sports Specialist, UNICEF
Sandra Lendenmann Winterberg*	Head of Office of Human Rights Policy, Federal Department of Foreign Affairs, Government of Switzerland
Steven Leroy*	Senior Vice President Public Policy & Regulatory Affairs, Discovery Networks International, Discovery Communications
Shaoxuan Liu	Second Secretary, Permanent Mission of China to the UN in Geneva, Government of China
Christine Löw	Director, Liaison Office Geneva, UN Women
Stephen Lowe	Team Leader, Human Rights and Democracy Department, Foreign and Commonwealth Office, Government of the United Kingdom
Phil Lynch	Director, International Service for Human Rights (ISHR)
Silvia Magnoni	Head of Civil Society Communities , World Economic Forum

Marc-Ivar Magnus	Vice President Trade, Corporate Responsibility and Legal, World Federation of the Sporting Goods Industry (WFSGI)
Suad Mahamed	Founder/CEO, Somali Women Foundation
Chris Marsden	Interim Chair of International Advisory Council, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Louise Martin*	President, Commonwealth Games Federation
Katia Mascagni	Head of Relations with International Organisations, International Olympic Committee (IOC)
Robert McVeigh	Chairman, Northern Ireland Commonwealth Games Council (Belfast 2021)
Kaveh Mehrabi	Head of Athlete Programmes, Sports Department, International Olympic Committee (IOC)
Chikako Miyata*	Vice President, ANA Holdings inc
Gamal Mohamed	Media Relations, Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Raha Moharrak*	Athlete/Advocate, Athlete
Daniel Morris	Advisor, Human Rights and Development, Danish Institute for Human Rights
John Morrison*	Chief Executive Officer, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Tim Noonan*	Director, Campaigns and Communications, International Trade Union Confederation (ITUC)
Adolf Ogi*	Ambassador, Peace & Sport
Moira Oliver*	Head of Policy & Chief Counsel, Human/Digital Rights, BT plc
Ignacio Packer	Former Secretary General, Terre des Hommes
Desmond Parker	Protocol Manager, Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Fiona Pelham	CEO, Positive Impact Events
Sara Phung	Researcher & Policy Advisor, German Institute for Human Rights (DIMR)
Ruth Pojman	Senior Adviser, Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)
Thomas Pollan	Human Rights Officer, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
Zara Porter	Communications and Public Affairs Officer, Northern Ireland Human Rights Commission
Mustafa Qadri	Executive Director, Equidem Research
Karl Quade	EU and international sports matters, German Federal Ministry of the Interior
Mahmoud Qutub	Senior Advisor , Supreme Committee for Delivery and Legacy, Qatar 2022
Courtney Radsch*	Advocacy Director, Committee to Protect Journalists (CPJ)
Anna Ranki	Director, Public Affairs, Burson Marsteller
Michael Roberts	Development Division, World Trade Organisation
Sally Roberts	Executive Director , Wrestle Like A Girl
Mary Robinson*	Patron; Chair, Mega-Sporting Events Platform for Human Rights, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
William Rook	Programme Manager, Mega-Sporting Events; Regional Manager, Middle East, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Ken Roth	Executive Director, Human Rights Watch
Laura Rubbo	Director, Responsible Governance and Supply Chain, Walt Disney Company
David Russell*	Chief Executive, Northern Ireland Human Rights Commission
David Rutherford*	Chief Commissioner , New Zealand Human Rights Commission
Guy Ryder*	Director-General, International Labour Organization (ILO)

Lisa Salza	Campaigner on Major Sports Events and Human Rights, Amnesty International
Sara	Activist, @OpenStadiums
Sylvia Schenk	Chair of the Working Group on Sport, Transparency International Germany
David Schilling	Senior Program Director, Interfaith Center on Corporate Responsibility
Rafaela Schmid	Project Manager, Fair Build Foundation
Delphine Schmutz*	Office Manager, Taekwondo Humanitarian Foundation
Brendan Schwab*	Executive Director, World Players Association, World Players Association
Semyon Simonov*	Researcher and Photographer, Human Rights Watch
Corinne Soukharev-Derivaz	Senior Advisor, Political Division, Swiss Embassy Moscow
Haley St. Dennis	Communications Manager; Programme Manager, Mega-Sporting Events, Institute for Human Rights and Business (IHRB)
Peter Stafford	Managing Director, Stafford Consulting
Gareth Sweeney	Advocacy and Campaigns Manager, Crisis Action
Hiroshi Tagami	Advisor (Human Rights), Permanent Mission of Japan to the International Organisations in Geneva, Government of Japan
Takeo Tanaka*	Senior Director of Sustainability, The Tokyo Organising Committee of the Olympic and Paralympic Games (TOCOG)
Hudson Taylor	Executive Director, Athlete Ally
Robert Thompson	Attorney, Lawyers for Better Business
Caroline Turner	Chair of the Board of Trustees, Oak Foundation
Darron Turnquest*	Director of Youth, Ministry of Youth Sports & Culture, Government of the Bahamas
Lise van Long	Corporate Sustainability Manager, International Olympic Committee (IOC)
Vincent Vleugel	Coordinator Sport and Human Rights, Amnesty International
Tara Wadhwa	Associate Director, NYU Stern Center for Business and Human Rights
Anja Wanjohi	Student, School of Oriental and African Studies, University of London (SOAS)
Torsten Weiden	Policy Officer, Federal Ministry of the Interior, Government of Germany
Lene Wendland	Adviser on Business and Human Rights, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
Brent Wilton*	Director, Global Workplace Rights, The Coca-Cola Company
Eli Wolff*	Program Director, Sport and Development Project, Brown University
Minky Worden*	Director of Global Initiatives, Human Rights Watch
Kristen Worley*	Co-Founder, Human Diversity In Sport Foundation
Takuya Yamazaki	Attorney at law, Field-R Law Offices, World Players Association / FIFPro
Chris Yates	Partner, Clifford Chance
Joji (George) Yoshimoto	General Manager, Global CSR Sustainability Department, ASICS
Kira Youdina	Community Specialist, Civil Society, World Economic Forum
Lola Young*	Peer, UK House of Lords
Valentin Zellweger	Ambassador, Permanent Mission of Switzerland to the UN in Geneva, Government of Switzerland



Le deuxième Sporting Chance Forum annuel s'est tenu à Genève, en Suisse, du 30 novembre au 1 décembre 2017. Organisé par le Département fédéral suisse des affaires étrangères, l'Institut des droits de l'homme et des affaires (IHRB ou Institute for Human Rights and Business en anglais) et la plateforme Mega-Sporting Events pour les droits de l'homme (Plateforme MSE), le Forum a réuni plus de 175 représentants de nombreux groupes des différentes parties prenantes. Les participants se sont réunis pour explorer les opportunités et les risques en matière de droits de l'homme liés aux méga-événements sportifs (MSE) et au sport en général; et pour évaluer les progrès réalisés et les défis restants depuis le premier Sporting Chance Forum qui a eu lieu en octobre 2016.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



**MEGA
SPORTING
EVENTS**
Platform for Human Rights